



NATIONS UNIES
CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

50313



Distr.
LIMITÉE

E/ECA/TPCW.5/L.2-42
21 mai 1984

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'AFRIQUE
Comité technique préparatoire plénier
Cinquième réunion
Addis-Abeba (Ethiopie), 15 - 21 mai 1984

PROJETS DE RESOLUTION

PROJET DE RESOLUTION

1. (XIX). Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique
(Projet de résolution fondé sur le texte de la résolution adoptée par la
Conférence des ministres africains des transports, des communications
et de la planification à sa réunion tenue à Conakry du 7 au 11 février 1984)

La Conférence des ministres,

Rappelant sa résolution 291 (XIII) du 26 février 1977, la résolution 2097 (LXIII) du Conseil économique et social, en date du 29 juillet 1977, et la résolution 32/160 de l'Assemblée générale, en date du 19 décembre 1977, proclamant la Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique,

Rappelant en outre ses résolutions 435 (XVII) du 30 avril 1982 et 464 (XVIII) du 2 mai 1983,

Se référant à la résolution 1982/54 du Conseil économique et social, en date du 29 juillet 1982, et aux résolutions 37/140 et 38/150 de l'Assemblée générale, en date du 17 décembre 1982 et du 19 décembre 1983,

Considérant que le programme de la Décennie nécessite des ajustements constants durant toute la période couverte par la Décennie,

Notant avec satisfaction les efforts faits par le Secrétaire exécutif de la Commission pour élaborer le programme de la seconde phase et l'approbation de ce programme par la Conférence des ministres africains des transports, des communications et de la planification,

Notant en outre avec satisfaction que le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies a fourni des fonds pour la préparation et l'organisation des quatre réunions consultatives techniques au cours du programme de la seconde phase,

Ayant examiné le rapport sur l'exécution du programme de la première phase de la Décennie (1980-1983) et le rapport sur le programme approuvé pour la seconde phase (1984-1988),

Appréciant les efforts faits par le Secrétaire exécutif en vue de trouver les moyens de mobiliser des ressources et d'obtenir une assistance internationale pour l'exécution du programme de la seconde phase,

Appréciant en outre l'appel de la Conférence des ministres africains des transports, des communications et de la planification en faveur du lancement d'une deuxième Décennie des transports et des communications en Afrique en vue de permettre le développement intégré et complet des infrastructures de transports et de communications, lesquelles sont tout à fait conformes aux objectifs de développement de l'Afrique et seraient incomplètes à la fin de l'actuelle Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique,

1. Exprime sa satisfaction au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies du soutien financier qu'il a apporté pour l'organisation des réunions consultatives techniques et la préparation du programme de la seconde phase de la Décennie;
2. Exprime en outre sa satisfaction à l'Administrateur du Programme des Nations Unies pour le développement du soutien financier qu'il a apporté pour la préparation du programme de la seconde phase de la Décennie et pour le renforcement du groupe de coordination de la Décennie;
3. Note avec satisfaction le succès enregistré dans l'exécution du programme de la première phase de la Décennie et les efforts déployés actuellement en vue d'exécuter intégralement le programme de la seconde phase;

4. Fait sien le programme de la seconde phase de la Décennie des transports et communications approuvé par la Conférence des ministres africains des transports, des communications et de la planification à Conakry (Guinée), le 10 février 1984;

5. Fait appel aux pays donateurs et aux institutions financières internationales pour qu'ils participent pleinement et de façon constructive aux deux réunions consultatives techniques prévues sur la radiodiffusion du 1er au 6 juin 1984 à Harare (Zimbabwe) et sur les transports aériens du 20 au 23 novembre 1984 à Libreville (Gabon) et, en particulier, pour qu'ils fournissent des ressources techniques et financières à des conditions de faveur aux pays africains pour l'exécution du programme de la seconde phase;

6. Fait appel en outre aux organismes d'assistance technique bilatérale et multilatérale et aux institutions financières internationales pour qu'ils fournissent à la Commission économique pour l'Afrique des experts chargés d'exécuter les activités spécialisées du programme de la Décennie;

7. Fait appel également à l'Administrateur du Programme des Nations Unies pour le développement afin qu'il continue à fournir, au cours du prochain cycle de programmation, des fonds à la Commission économique pour l'Afrique pour qu'elle puisse suivre convenablement l'exécution du programme de la seconde phase et, en particulier, renforcer le groupe de coordination de la Décennie;

8. Prie le Secrétaire exécutif de la Commission

- i) D'organiser, en collaboration avec d'autres institutions spécialisées des Nations Unies et les organisations intergouvernementales africaines, à l'intention d'un nombre approprié de donateurs, des réunions sur le cofinancement de certains projets régionaux et de projets relatifs aux couloirs de transports;

- ii) De redoubler d'efforts pour persuader autant de donateurs et d'institutions financières que possible de promouvoir l'exécution du programme de la Décennie;

9. Prie en outre le Secrétaire exécutif de la Commission d'aider les Etats membres africains à faire en sorte qu'il soit rapidement donné suite à l'intérêt manifesté par les donateurs, au cours des réunions consultatives techniques, à financer des projets en élaborant, sous forme bancable, des descriptifs de projets pertinents à présenter aux divers donateurs et institutions de financement;

10. Invite les institutions spécialisées des Nations Unies, agissant dans leurs domaines de compétence respectifs, à accroître leur appui à la CEA pour lui permettre de s'acquitter des tâches qui lui ont été confiées en tant qu' "organisme chef de file" chargé de coordonner l'exécution du programme de la Décennie;

11. Prie les pays africains

- i) De poursuivre vigoureusement le financement de leurs projets nationaux et de prévoir le financement de la composante nationale du coût des projets;
- ii) De fournir à la Commission et aux autres organismes les renseignements nécessaires sur le financement et l'exécution matérielle des projets;

12. Fait sienne la résolution ECA/UNTACDA/Res.84/30 dans laquelle la Conférence des ministres africains des transports, des communications et de la planification recommande à la CEA d'étudier la possibilité de lancer une deuxième Décennie des Nations Unies pour les transports et communications en Afrique et de procéder, notamment, à une évaluation de la première phase et à des consultations avec des bailleurs de fonds;

13. Fait appel une fois de plus aux pays donateurs et aux institutions financières internationales pour qu'ils apportent un appui financier substantiel au programme de la seconde phase et accordent une attention particulière au financement et à l'exécution des projets de transports et de communications des pays sans littoral;

14. Prie le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies de tout mettre en oeuvre pour obtenir et fournir à la Commission économique pour l'Afrique les ressources supplémentaires nécessaires pour l'exécution des activités prévues au paragraphe 9 du dispositif de la résolution 38/150 de l'Assemblée générale;

15. Prie en outre le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies de mettre à la disposition de la Commission économique pour l'Afrique des ressources financières suffisantes pour lui permettre d'intensifier ses contacts avec les donateurs bilatéraux et multilatéraux et les pays africains en vue d'assurer une exécution convenable et intégrale du programme de la Décennie ainsi que l'élaboration de documents financiers pertinents et de faire en sorte qu'il soit donné rapidement suite à l'intérêt manifesté par les donateurs et les institutions financières, au cours des réunions consultatives techniques, à financer les projets de la Décennie;

16. Prie le Secrétaire exécutif de la Commission de soumettre à la onzième réunion de la Conférence des ministres un rapport intérimaire sur l'exécution du programme de la seconde phase.

RESOLUTION

2. (XIX) Expansion du Programme africain de télédétection

La Conférence des ministres,

Notant avec satisfaction les mesures déjà prises par le Secrétaire exécutif, telles qu'elles sont exposées dans son rapport biennal sur la période 1982-1983 en vue de l'application de ses résolutions 280 (XIX) de février 1975 concernant l'introduction de techniques de télédétection en Afrique et 313 (XIII) de mars 1977 concernant la création d'un programme de télédétection en Afrique,

Consciente que les réalisations dont il est fait état dans ledit rapport ont pu se faire grâce essentiellement à des fonds extrabudgétaires qui, depuis le début, ont été insuffisants pour exécuter le programme,

Consciente en outre que du fait de l'incapacité à faire face aux obligations de financement de contrepartie nécessaire à l'exécution des projets pilotes concernant les applications de la télédétection grâce à la création de centres de télédétection modèles susceptibles de prouver clairement que la technologie renferme des potentialités pour la mise en valeur des ressources et l'utilisation rationnelle de ces ressources, les éventuels partenaires de la coopération technique sont peu disposés à prêter leurs compétences et leur aide financière,

Rappelant en outre les recommandations pertinentes adoptées par la deuxième Conférence des Nations Unies sur l'exploration et les utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique (UNISPACE-82) concernant le rôle des Nations Unies et, en particulier, l'allocation de ressources suffisantes aux commissions régionales qui participent à la mise en oeuvre du programme d'application des techniques spatiales 1/,

1/ Rapport final de la deuxième Conférence des Nations Unies sur l'exploration et les utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique (UNISPACE-82), A/CONF.101/10, paragraphes 433, 434 et 437.

Consciente des avantages que l'on peut retirer de l'application des techniques de télédétection aux communications à la mise en valeur des ressources naturelles à la lutte contre la plupart des phénomènes qui entravent le développement économique et social de l'Afrique, notamment la désertification et la sécheresse, à la surveillance de l'environnement, notamment aux systèmes d'alerte rapide sur la pollution, ainsi qu'au développement à long terme de l'Afrique,

Ayant présente à l'esprit la résolution 37/90 adoptée par l'Assemblée générale à sa trente-septième session concernant la deuxième Conférence des Nations Unies sur l'exploration et les utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique,

1. Prie instamment tous les Etats membres de la Commission économique pour l'Afrique d'apporter leur soutien moral, politique, matériel et financier au Programme africain de télédétection;

2. Demande au Conseil économique et social et au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies de fournir, sur une base régulière, à la Commission économique pour l'Afrique les ressources dont celle-ci a besoin pour exécuter et développer le Programme africain de télédétection.

PROJET DE RESOLUTION

3 (XIX). Instituts africains de formation démographique

(Projet de résolution se fondant sur le texte de la résolution adoptée par la Conférence commune des planificateurs, statisticiens et démographes africains à sa troisième session)

La Conférence des ministres,

Rappelant sa résolution 367 (XIV) du 28 mars 1979 priait, entre autres, le Secrétaire exécutif de la Commission d'engager des négociations avec les gouvernements hôtes en vue de modifier les statuts régissant le Régional Institute for Population Studies (RIPS) et l'Institut de formation et de recherche démographiques (IFORD) pour les régionaliser et permettre à tous les pays desservis par les instituts de prendre une part active à leur gestion et de leur donner leur soutien financier,

Rappelant en outre la décision 37/444 adoptée le 21 décembre 1982 par l'Assemblée générale, dans laquelle celle-ci approuvait les statuts modifiés des deux instituts,

Prenant note de ce que le Comité des démographes de la Conférence commune des planificateurs, statisticiens et démographes africains a estimé qu'il fallait créer des services de formation de cadres moyens,

Consciente de la nécessité continue, pour les pays africains, de pouvoir compter sur des services de démographes et d'experts en vue d'assurer l'intégration des données démographiques dans les plans de développement,

Prenant note de la situation financière précaire de l'IFORD résultant de la régionalisation, situation due à l'insuffisance et au versement irrégulier des contributions des Etats membres,

Prenant note également des questions soulevées par les missions d'évaluation du Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population (FNUAP) et des efforts faits pour les résoudre,

Préoccupée par la réduction des fonds accordés par le FNUAP aux instituts de formation ainsi que par les médiocres perspectives de financement de ces instituts,

Consciente de la crise économique d'une ampleur sans précédent que traversent les pays africains, des efforts qu'ils déploient pour vaincre cette crise et de la nécessité, pour ces pays, de bénéficier d'une aide internationale,

1. Prie notamment les représentants africains qui siègent au Conseil d'administration du Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population d'appeler l'attention dudit Conseil sur la préoccupation des pays africains causée par la réduction des fonds accordés par le FNUAP aux instituts et de lancer un appel au Conseil pour qu'il maintienne le montant de son aide financière aux instituts au moins à son niveau de 1983;

2. Prie aussi instamment les gouvernements africains d'assumer pleinement leur responsabilité à l'égard des instituts en prenant une part active à leur gestion et en versant leurs contributions;

3. Prie le Secrétaire exécutif de la Commission d'établir, conformément aux statuts du RIPS et de l'IFORD, un système équitable de détermination des contributions des Etats membres au financement des instituts;

4. Prie également le Secrétaire exécutif d'examiner, en collaboration avec les instituts de formation, les moyens d'organiser des cours de formation de cadres moyens à l'intention des Etats membres;

5. Appelle l'attention des conseils d'administration et des comités consultatifs des instituts sur le besoin d'harmoniser les programmes de ces instituts;

6. Prie le Secrétaire exécutif d'étudier les possibilités de mobiliser des fonds auprès de donateurs pour financer les projets de recherche scientifique des instituts.

PROJET DE RESOLUTION

4 (XIX). Postes permanents du secrétariat de la CEA dans le domaine de la population

Projet de résolution se fondant sur le texte de la résolution
adoptée par la Conférence commune des planificateurs,
statisticiens et démographes africains à sa
troisième session

La Conférence des ministres,

Rappelant la résolution 2211 (XXI) du 17 décembre 1966 dans laquelle l'Assemblée générale invitait l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées à prêter leur concours, lorsqu'il était sollicité, afin de développer et de renforcer davantage les moyens nationaux et régionaux de formation, de recherche, d'information et de consultation dans le domaine démographique,

Rappelant également la résolution 1763 (LIV) du 18 mai 1973 dans laquelle le Conseil économique et social exprimait le désir que le Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population, lors de l'élaboration de ses plans et programmes, tienne compte des résolutions adoptées par les commissions économiques régionales traitant des questions de population,

Rappelant en outre les dispositions de la section IV de l'annexe de la résolution 32/197 du 20 décembre 1977 concernant la restructuration des secteurs économique et social du système des Nations Unies dans laquelle l'Assemblée générale demandait que soit déléguée aux commissions régionales l'autorité nécessaire et que soient prises les dispositions budgétaires et financières appropriées pour leurs activités,

Rappelant par ailleurs le rapport de la deuxième session de la Conférence commune des planificateurs, statisticiens et démographes africains 1/, qui, entre autres dispositions, déplorait la réduction de l'assistance fournie par le Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population aux commissions régionales pour la collecte, l'évaluation, l'analyse et la diffusion de données démographiques,

Consciente que les ressources disponibles au titre du budget ordinaire en faveur du programme ordinaire de la CEA en matière de population se sont maintenant considérablement accrues, ce qui a amené le FNUAP à réduire sensiblement sa contribution aux activités techniques de la CEA dans le domaine de la population,

1. Appelle l'attention du Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population sur la priorité que les pays africains accordent aux questions de repeuplement, d'urbanisation et de migration dans leurs programmes généraux en matière de population et sur l'importance primordiale des variables démographiques dans la planification du développement;

2. Prie instamment ~~le FNUAP~~ *le conseil d'administration et le Directeur exécutif* de renouveler, à compter du 1er janvier 1984, les deux postes P3 et le poste d'agent local, qui avaient été gelés à partir du 31 décembre 1980, pour qu'ils soient utilisés par la CEA dans la mise en oeuvre de son programme de travail en matière d'évaluation et de projections démographiques, de répartition de la population et d'urbanisation, jusqu'à ce que des ressources soient approuvées au titre du budget ordinaire pour ces activités;

3. Recommande à l'Assemblée générale et au Conseil économique et social de demander au Conseil d'administration et au Directeur exécutif du FNUAP de renforcer les moyens dont dispose la Commission pour mener à bien son programme en matière de population, en renouvelant les deux postes P3 et le poste d'agent local mentionnés au paragraphe 2 ci-dessus du dispositif.

PROJET DE RESOLUTION

5 (XIX) Exécution du programme de la Décennie du développement industriel de l'Afrique

Projet de résolution se fondant sur le texte de la résolution adoptée par la Conférence des ministres africains de l'industrie à sa septième session

La Conférence des Ministres,

Rappelant la résolution 35/66B du 5 décembre 1980 par laquelle l'Assemblée générale a proclamé les années 80 Décennie du développement industriel de l'Afrique ainsi que les résolutions 36/182 (Section II) du 17 décembre 1981, 37/212 (Section II) du 20 décembre 1982 et 38/192 (Deuxième partie) du 20 décembre 1983, relatives toutes à la Décennie du développement industriel de l'Afrique,

Rappelant par ailleurs la résolution 442(XVII) de la CEA, en date du 30 avril 1982 concernant l'élaboration et l'exécution d'un programme pour la Décennie du développement industriel de l'Afrique ainsi que la résolution 466(XVIII) de la CEA, en date du 2 mai 1983, relative à la mise en oeuvre de la Décennie du développement industriel de l'Afrique,

Se félicitant de la résolution CM/Res.941 (XL) adoptée par le Conseil des ministres de l'OUA à sa quarantième session tenue à Addis-Abeba, du 27 février au 7 mars 1984,

Ayant examiné le rapport de la septième réunion de la Conférence des ministres africains de l'industrie tenue du 26 au 28 mars 1984 à Addis-Abeba ainsi que la résolution 1 (VII) sur l'exécution du programme de la Décennie du développement industriel de l'Afrique adoptée par la Conférence,

Tenant compte des informations fournies par les participants sur les mesures prises aux niveaux national, sous-régional et international en vue de l'exécution du programme de la Décennie du développement industriel de l'Afrique ainsi que sur les divers problèmes rencontrés,

Consciente qu'il importe d'urgence que certains Etats membres intensifient leurs efforts pour exécuter les activités retenues pour la phase préparatoire du programme de la Décennie et que d'autres entreprennent des activités au titre de la phase d'exécution,

Réaffirmant la nécessité d'accorder la priorité au développement des industries motrices stratégiques qui permettent d'établir des liens inter-sectoriels et fournissent les facteurs essentiels pour la production et la transformation des ressources naturelles, en particulier les produits alimentaires et agricoles,

Convaincue qu'il importe de prendre des mesures concertées pour mobiliser des ressources financières, notamment obtenir l'assistance technique des secrétariats de l'OUA, de la CEA et de l'ONUDI et d'autres organisations africaines et internationales ainsi que d'organismes d'aide bilatérale et multilatérale en vue de l'exécution du programme de la Décennie,

1. Se félicite des efforts déployés par plusieurs Etats membres et organisations intergouvernementales pour mener les activités prévues au titre de la phase préparatoire du programme de la Décennie comme l'indique le document ID/B/313/ (ECA/IMD/CMI.7/WP/1);

2. Invite les autres Etats membres et les organisations intergouvernementales et non gouvernementales africaines à intensifier leurs efforts en vue d'exécuter les activités prioritaires à entreprendre au cours de la phase préparatoire du programme telles que définies dans le document ID/310 et à fournir aux secrétariats de l'OUA, de la CEA et de l'ONUDI des renseignements sur les mesures prises afin de permettre au Comité mixte de suivre plus efficacement la mise en oeuvre du programme de la Décennie;

3. Approuve les programmes sous-régionaux initiaux de promotion industrielle intégrés adoptés lors des quatre réunions sous-régionales consacrées à la promotion de la coopération industrielle intra-africaine dans le cadre de la Décennie du développement industriel de l'Afrique, et invite les secrétariats de l'OUA, de la CEA et de l'ONUDI à en faire la synthèse et à les réunir en un document qui sera communiqué à tous les pays africains et à toutes les organisations intergouvernementales;

4. Invite les Etats membres et les organisations intergouvernementales compétentes à prendre d'urgence toutes les mesures d'appui aux programmes sous-régionaux de promotion industrielle intégrée, y compris l'affectation des ressources nécessaires et à adopter les autres mesures de suivi recommandées en vue de l'exécution efficace de ces programmes; et à cette fin,

a) Souligne la nécessité pour les Etats membres de fournir les ressources financières et humaines nécessaires à la réalisation d'activités de pré-investissement liées aux projets sous-régionaux et régionaux, cela étant la condition préalable à leur exécution;

b) Prie instamment les Etats membres d'adopter toutes les mesures propres

à :

- i) renforcer les compétences locales en matière de services d'ingénieurs-conseil, de technologie, de gestion d'entreprise, de formation de la main-d'oeuvre qualifiée et de négociations;
- ii) leur permettre d'engager entre eux des consultations en vue de définir les modalités de coopération y compris des accords de commercialisation et de financement et de choisir le promoteur principal de chaque projet;
- iii) assurer l'identification à la production et la mise en valeur des matières premières locales et des ressources énergétiques nécessaires à l'exécution des projets identifiés;
- iv) promouvoir l'échange de matières premières, de l'énergie et d'articles manufacturés;
- v) leur permettre d'organiser des consultations techniques sur la promotion, grâce à des investissements communs, des projets identifiés, y compris le recours à des accords de CTPD et de CEPD;

c) Exhorte en outre les Etats membres à aider et à encourager les entrepreneurs, industriels et organismes de commercialisation et de distribution en Afrique à accroître les contributions qu'ils font dans le cadre de la promotion des investissements et de l'exécution de projets nationaux et multinationaux;

d) Invite les organisations intergouvernementales qui, dans chaque sous-région s'occupent de développement industriel à créer au niveau de la sous-région un comité de coordination des activités de la Décennie ainsi que des comités techniques sous-sectoriels chargés de la coordination, de la promotion et du suivi de l'exécution des projets multinationaux;

5. Recommande que, pour tirer avantage des économies d'échelle et des débouchés et réaliser un développement intégré, certaines industries telles que les industries métallurgiques, pétrochimiques et les industries lourdes soient conçues sur le plan régional, d'autres telles que les industries du bâtiment (y compris du ciment), de fabrication de pièces de rechange, les industries agricoles et de matériel agricole

(à l'exclusion des tracteurs agricoles lourds), les industries chimiques (y compris les industries chimiques de base), les industries mécaniques de précision, les industries pharmaceutiques, les industries des métaux non ferreux, les industries à faible consommation énergétique, les industries électriques et de l'électronique soient promues au niveau sous-régional;

6. Prie les secrétariats de la CEA, de l'OUA et de l'ONUDI de faire, sur la base des programmes initiaux de promotion industrielle intégrée et en consultation avec les Etats membres et les organisations intergouvernementales compétentes, des propositions en vue de l'élaboration d'un programme intégré d'activités à mener aux niveaux national, sous-régional et international au titre de la phase d'exécution du programme;

7. Demande aux Etats membres et aux organisations intergouvernementales d'examiner leurs programmes industriels actuels et futurs, et d'identifier ceux qu'ils voudraient inclure dans le programme d'activités visé au paragraphe 6 ci-dessus et de faire aux secrétariats de l'OUA, de la CEA et de l'ONUDI des propositions allant dans ce sens;

8. Salue les initiatives prises pour promouvoir la coopération entre des pays et organisations d'Afrique et d'Amérique latine dans le cadre de l'exécution du programme de la Décennie et prie les secrétariats de l'OUA, de la CEA et de l'ONUDI de prendre les mêmes initiatives auprès d'autres régions en développement, dans le cadre de la CTA, de la CEPD et du système de consultations de l'ONUDI;

9. Exprime sa satisfaction à l'Assemblée générale des Nations Unies pour sa décision d'allouer, sur le budget ordinaire de l'ONU, le montant de 1 million de dollars à l'ONUDI pour que cette dernière puisse en 1984 aider les pays africains et les organisations intergouvernementales à élaborer et à exécuter leurs programmes au titre de la Décennie et lance un appel à l'Assemblée générale pour qu'elle porte cette allocation à au moins 5 millions de dollars par an et ce, à titre permanent. A cette fin, des dispositions similaires devraient être prises en faveur de la Commission économique pour l'Afrique afin que cette dernière, ainsi que les MULPOC, puissent assister les Etats membres de chaque sous-région en matière de consultations, de négociations et de projets multinationaux de promotion des investissements;

10. Exprime en outre sa satisfaction au Groupe africain pour les efforts louables qu'il a déployés afin que l'Assemblée générale des Nations Unies alloue le montant de 1 million de dollars mentionné au paragraphe 8 à l'ONUDI et demande au Groupe de poursuivre ses efforts en vue d'une augmentation accrue de ces ressources;

11. Se félicite des contributions financières généreuses accordées par un certain nombre de pays à la CEA, à l'ONUDI et à certains centres régionaux africains en vue de l'exécution des activités prévues dans le cadre de la Décennie;

12. Réitère les nombreux appels lancés à la communauté internationale, notamment au PNUD, à la BAD, au Fonds de l'OPEP, à la BADEA et aux autres organisations internationales, organismes multilatéraux et bilatéraux et institutions financières pour qu'ils accroissent et ce, à des conditions de faveur, leur assistance technique et financière aux pays africains et aux organisations intergouvernementales dans l'élaboration et l'exécution des programmes que ces derniers ont établis dans le cadre de la Décennie et invite les Etats membres à adhérer au Fonds africain de développement industriel et à accroître leurs contributions au Fonds;

13. Rend hommage à la Banque africaine de développement pour avoir alloué, dans son programme 1982-1986, un million de dollars au titre de projets industriels, et lui lance un appel pour qu'elle permette aux Etats membres intéressés de faire des emprunts à des conditions de faveur sur ces ressources en vue notamment de participer au financement et à l'exécution de projets sous-régionaux et d'élaborer des études de pré-investissement;

14. Félicite les secrétariats de l'OUA, de la CEA et de l'ONUDI des efforts qu'ils déploient pour appuyer les mesures prises par les pays africains et les organisations intergouvernementales pour mettre en oeuvre les mesures prioritaires retenues au titre de la phase préparatoire du programme de la Décennie; salue les mesures prises pour promouvoir la Décennie non seulement à l'intérieur mais également hors du continent et, compte tenu des modestes résultats jusqu'ici obtenus, les prie d'élargir, de faire connaître et d'intensifier leur assistance aux pays et organisations intergouvernementales africains dans l'exécution des mesures prioritaires prévues au titre de la phase préparatoire du programme de la Décennie et, sur la base des engagements pris par les Etats membres, dans l'exécution des mesures de suivi des projets prévus dans les quatre programmes sous-régionaux initiaux de promotion industrielle intégrée, en mettant l'accent sur :-

- a) l'intégration des projets figurant dans les quatre programmes de promotion industrielle susmentionnés;
- b) la définition de stratégies et de politiques industrielles ainsi que l'élaboration de plans directeurs industriels, en mettant particulièrement l'accent sur l'implantation d'industries stratégiques clés et l'aménagement de secteurs industriels d'appoint;
- c) la formation de la main-d'oeuvre industrielle, en particulier des compétences scientifiques et technologiques, y compris la mobilisation de compétences africaines, à l'intérieur et hors du continent pour l'exécution du programme de la Décennie;
- d) la promotion de la coopération intra-africaine dans le cadre des organisations intergouvernementales actuelles ou futures, notamment dans le domaine des échanges de matières premières et d'articles manufacturés;
- e) la mise au point de techniques traditionnelles locales et l'acquisition de technologies étrangères;
- f) la mobilisation de ressources financières;
- g) la mise en valeur des ressources énergétiques, la fabrication d'équipement et de matériel technologiques;
- h) l'étude de l'offre et de la demande dans les pays africains, notamment en ce qui concerne les industries stratégiques motrices et les zones industrielles d'appoint en tant que facteur contribuant à l'établissement de la carte industrielle de l'Afrique;
- i) l'élaboration, à l'intention des Etats membres, d'un répertoire des centres nationaux, sous-régionaux et régionaux spécialisés dans la réalisation d'études industrielles et techniques;
- j) la popularisation continue du programme de la Décennie à l'intérieur et hors du continent.

15. Demande au Comité des progrès de l'industrialisation en Afrique d'examiner attentivement, à sa prochaine réunion, les propositions des secrétariats de l'OUA, de la CEA et de l'ONUDI sur le programme d'ensemble des activités préconisées au paragraphe 6 du dispositif en tenant compte des progrès accomplis et des problèmes rencontrés au cours de la phase préparatoire et de transmettre ces propositions, ainsi que ses propres recommandations à la huitième Conférence des ministres africains de l'industrie, pour examen et adoption.

PROJET DE RESOLUTION

6 (XIX). Fonds africain de développement industriel (FADI)

Projet de résolution se fondant sur le texte de la résolution adoptée par la Conférence des ministres africains de l'industrie à sa septième session

La Conférence des ministres,

Rappelant le sous-alinéa v) de l'alinéa b) de la section B de la résolution 1(VI) adoptée par les ministres de l'industrie en novembre 1981 et relative à la Décennie du développement industriel de l'Afrique et dans laquelle tous les Etats membres étaient notamment invités à renforcer le fonds de développement industriel en tant que mécanisme ayant essentiellement pour objet de permettre aux Etats membres d'être mieux à même de réunir les ressources financières considérables nécessaires à l'exécution du programme de la Décennie,

Réitérant la recommandation figurant à la résolution 2(VI) adoptée également par la Conférence des ministres africains de l'industrie à sa sixième session, notamment en ce qui concerne la stricte application des dispositions des articles 13 et 17 de l'Acte constitutif du Fonds qui stipulent que l'autorité suprême du Fonds doit être un Conseil des gouverneurs constitué des ministres de l'industrie et que sa gestion est assurée par le secrétariat de la BAD pendant une période de cinq ans à la fin de laquelle le Conseil des gouverneurs du Fonds examinerait la question de la structure finale et définitive du Fonds,

Rappelant la résolution 1(I) adoptée à la réunion des Plénipotentiaires du Fonds africains de développement industriel à Addis-Abeba en octobre 1979 et par laquelle ces derniers autorisaient le Secrétaire exécutif de la CEA à négocier avec la BAD un accord de gestion à soumettre au Conseil des gouverneurs du FADI pour approbation,

Notant avec satisfaction les résultats des négociations entre la BAD et la CEA qui ont mis en relief la responsabilité du Conseil des gouverneurs qui est essentiellement de définir les buts, objectifs et politiques du Fonds,

Notant que 15 Etats membres ayant signé ou ratifié l'Acte constitutif du FADI, le nombre minimal de 12 membres a été atteint, ce qui permet au Fonds de devenir opérationnel,

1. Invite les Etats membres qui ne sont pas encore membres du FADI à adhérer à son Acte constitutif aussitôt que possible et fait appel à ceux qui ont ratifié l'Acte constitutif du Fonds de s'acquitter de leur contribution;
2. Demande au secrétariat de la CEA de diffuser auprès de tous les Etats membres des informations sur l'Acte constitutif du Fonds afin de susciter une plus grande adhésion au FADI;
3. Décide que la Banque africaine de développement assure la gestion du FADI sous la direction des ministres de l'industrie des Etats membres ayant adhéré au Fonds qui agiront en tant que membres du Conseil des gouverneurs;
4. Prie la CEA, en coopération avec l'OUA et l'ONUDI, d'arrêter définitivement l'accord de gestion qui sera soumis à l'examen et à l'approbation des Conseils des gouverneurs de la BAD et du FADI.

PROJET DE RESOLUTION

7 (XIX). Prévention du crime et justice criminelle dans le cadre du développement global de l'AfriqueLa Conférence des Ministres,

Rappelant la Déclaration de Caracas adoptée au sixième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants et approuvée par l'Assemblée générale dans sa résolution 35/171 du 15 décembre 1980 qui souligne la nécessité d'intensifier les efforts et les activités aux niveaux régional et sous-régional dans le domaine de la prévention du crime et de la justice criminelle,

Ayant examiné le rapport de la Réunion préparatoire régionale pour l'Afrique du septième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants,

Profondément préoccupée par l'aggravation de la criminalité sous différentes formes et à différents degrés, dans de nombreux pays d'Afrique, ce qui a une incidence négative sur les aspects économiques, sociaux et autres de la vie des populations de la région,

1. Fait sien le rapport de la Réunion préparatoire régionale pour l'Afrique du septième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants;

2. Demande instamment aux Etats membres d'examiner les questions relatives à la prévention du crime et à la justice criminelle dans le contexte du développement global, d'encourager l'échange de renseignements, d'informations et de données d'expérience, l'organisation d'activités conjointes de formation et de recherche, l'exécution de projets de démonstration bilatéraux et multilatéraux, la conclusion d'accords sur la mobilisation de ressources humaines, financières et matérielles ainsi que l'organisation de séminaires régionaux et sous-régionaux dans le cadre d'une coopération technique multiforme et de s'assurer la participation des organisations scientifiques et professionnelles non gouvernementales s'occupant de questions relatives à la prévention du crime et à la justice criminelle;

3. Lance un appel au septième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants pour qu'il soutienne dans ses décisions, les efforts faits par les pays africains pour résoudre les problèmes découlant de l'aggravation de la criminalité;

4. Prie le Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants d'appuyer la nomination d'un conseiller régional des Nations Unies pour l'Afrique dans le domaine de la prévention du crime et de la justice criminelle;

5. Invite l'Organisation des Nations Unies et tous les organismes des Nations Unies à aider, dans toute la mesure du possible, les Etats africains dans leurs efforts visant à réaliser dans le cadre du Plan d'action de Lagos, un développement socio-économique harmonieux afin d'améliorer les conditions de vie des populations et, partant, de lutter contre la propension à la criminalité provoquée par la misère, le chômage, les taudis surpeuplés, etc.

PROJET DE RESOLUTION

3 (XIX) Année internationale de la jeunesse: participation, développement, paix
(version remaniée de la résolution adoptée par la réunion régionale africaine)

La Conférence des ministres,

Convaincue de l'importance de la pleine application du programme concret des mesures et activités à engager avant et pendant l'Année internationale de la jeunesse (A/36/215), ainsi que des recommandations approuvées par l'Assemblée générale dans sa résolution 37/48,

Reconnaissant que la préparation et la célébration de l'Année internationale de la jeunesse contribueront à la réaffirmation des objectifs du nouvel ordre économique international et à l'application de la Stratégie internationale du développement dans le cadre de la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement,

Convaincue de la nécessité impérieuse de mobiliser les énergies, de tirer parti de l'enthousiasme et des capacités créatives des jeunes en vue de la mise en oeuvre de la Stratégie de Monrovia et du Plan d'action de Lagos relatif au développement économique de l'Afrique comprenant l'Acte final de Lagos,

Considérant que le succès de l'Année internationale de la jeunesse, de même que l'impact maximum et l'efficacité qu'elle pourrait susciter dépendent de la préparation adéquate, ainsi que du soutien total des gouvernements, de toutes les institutions spécialisées, organisations internationales, intergouvernementales et non gouvernementales et du public,

Notant avec satisfaction le rapport de la Commission économique pour l'Afrique sur la situation de la jeunesse africaine dans les années 80 (Document ECA/SDEHSD/IYY/83/WD.1), et le projet de Plan d'action régional (ECA/SDEHSD/IYY/83/WD.2) et félicitant la CEA pour l'orientation positive de ces documents,

Consciente de l'existence du mécanisme de coopération entre le secrétariat exécutif de la CEA et le Secrétariat général de l'OUA,

1. Approuve les conclusions et recommandations formulées dans les documents ci-dessus et demande au Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique de les porter à la connaissance de tous les pays africains afin de promouvoir l'application des recommandations contenues dans le Plan d'action régional en faveur de la jeunesse et la coopération régionale dans le cadre de l'Année internationale de la jeunesse;
2. Invite tous les Etats africains, qui ne l'ont pas encore fait à constituer des comités nationaux de coordination ou d'autres formes de coordination pour l'Année internationale de la jeunesse;
3. Souligne l'importance des consultations interinstitutions en tant qu'instrument utile de planification, de conception, de promotion et d'application des activités dans le domaine de la jeunesse aux niveaux global et régional, au titre de l'application de toutes les recommandations relatives à l'Année internationale de la jeunesse;
4. Demande à la Commission économique pour l'Afrique de prendre toutes les mesures nécessaires à une meilleure coordination des efforts des organismes des Nations Unies dans le domaine de la jeunesse, par le biais de réunions consultatives interinstitutions à organiser sous son égide en vue de la mise en oeuvre du Plan d'action régional en faveur de la jeunesse;
5. Souligne l'importance d'une structure de coordination similaire d'organisations de jeunes au niveau régional, y compris le Mouvement panafricain de la jeunesse, servant d'organe consultatif à la CEA dans l'exécution des activités relatives à la jeunesse;
6. Fait appel au Secrétaire exécutif de la CEA, en collaboration avec le Secrétaire général de l'OUA, pour qu'il assure la participation effective et adéquate de l'Afrique à l'Année internationale de la jeunesse;
7. Lance un appel à tous les Etats, à toutes les organisations internationales, gouvernementales et non gouvernementales, ainsi qu'au public afin qu'ils fassent en temps voulu des contributions volontaires destinées à la mise en oeuvre du Plan d'action régional africain en faveur de la jeunesse;

8. Prie le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies de prendre toutes les dispositions nécessaires destinées à renforcer le secrétariat de la Commission économique pour l'Afrique, afin de lui permettre de s'acquitter des tâches étendues qui lui sont assignées en matière de jeunesse, notamment la mise en oeuvre du Plan d'action régional en faveur de la jeunesse;

9. Invite le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies à user de tous les moyens dont il dispose, dans le cadre du budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies, pour augmenter les fonds destinés aux activités de l'Année internationale de la jeunesse;

10. Fait appel au secrétariat de l'Année internationale de la jeunesse pour qu'il prenne toutes les dispositions nécessaires aux niveaux appropriés en vue de la mise en oeuvre du Plan d'action régional en faveur de la jeunesse;

11. Prie le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et le secrétariat de la CEA de prendre les mesures spécifiques visant à accroître la diffusion d'informations sur la jeunesse;

12. Demande en outre qu'un tel plan d'action global sur la jeunesse soit examiné au cours d'une réunion internationale sur la jeunesse organisée au début de l'année 1985 en tant que partie intégrante de la célébration de l'Année internationale de la jeunesse;

13. Exprime sa profonde gratitude au secrétariat de la Commission économique pour l'Afrique et au secrétariat de l'Année internationale de la jeunesse pour la préparation et l'organisation réussies de la réunion régionale africaine sur l'Année internationale de la jeunesse;

14. Exprime aussi sa gratitude aux organismes et bureaux des Nations Unies, en particulier l'OIT, l'UNESCO, la FAO, l'OMS, l'UNICEF et le Programme des Volontaires des Nations Unies/PNUD pour leur entière collaboration et leur contribution à la réunion régionale sur la jeunesse.

PROJET DE RESOLUTION

9 (XIX). Utilisation des infrastructures africaines pour la mise en valeur des ressources humaines en Afrique

Projet de résolution présenté par le Malawi

La Conférence des ministres,

Rappelant les dispositions de la résolution 32/197, en particulier la section IV sur les structures en vue d'une coopération régionale et inter-régionale, dans laquelle l'Assemblée générale invitait notamment les commissions régionales à renforcer leurs relations avec les organisations du système des Nations Unies et à servir de "principaux centres généraux d'activités de développement économique et social, dans le cadre du système des Nations Unies, pour leurs régions respectives",

Rappelant également sa résolution 444 (XVII) d'avril 1982 dans laquelle elle invitait notamment les gouvernement africains à prendre un certain nombre de mesures en vue d'accélérer la mise en valeur des ressources humaines en Afrique,

Avant présentes à l'esprit les recommandations adoptées par les ministres africains responsables de la planification, de la mise en valeur et de l'utilisation des ressources humaines à leur première Conférence tenue à Monrovia (Libéria) en octobre 1981, recommandations relatives aux **mécanismes institutionnels** nationaux et régionaux de coordination et d'harmonisation des programmes et politiques de mise en valeur des ressources humaines,

S'inspirant du Plan d'action de Lagos pour le développement économique de l'Afrique qui contient des mesures visant à promouvoir l'autonomie aux niveaux national, sous-régional et régional dans les domaines économique et social en Afrique et accorde une haute priorité notamment à la mise en valeur et à l'utilisation des ressources humaines,

Consciente des activités entreprises par les organismes des Nations Unies, l'Organisation de l'unité africaine et d'autres organisations internationales pour aider les Etats membres à mettre en valeur leurs ressources humaines en Afrique ainsi que de leurs programmes de coopération technique dans les domaines de la création d'institutions, de l'enseignement et de la formation,

Ayant à l'esprit l'initiative des pays africains de créer des institutions nationales, sous-régionales et régionales de conception, de recherche-développement, de formation et de consultation et de renforcer celles qui existent déjà en vue du développement socio-économique de la région,

1. Invite les organismes des Nations Unies et les autres organisations internationales et bilatérales qui mènent des activités dans le domaine de la mise en valeur des ressources humaines en Afrique à accorder la préférence à l'utilisation des institutions nationales, sous-régionales et régionales ainsi qu'au renforcement et au développement de ces institutions;

2. Prie instamment les organismes des Nations Unies et les organisations internationales de coordonner étroitement la planification et la programmation de leurs activités dans le domaine de la mise en valeur des ressources humaines avec les mécanismes et institutions africains aux niveaux national, sous-régional et régional en vue d'assurer une utilisation optimale des ressources humaines qui permettrait à l'Afrique d'atteindre l'objectif d'autonomie et d'autosuffisance en matière de ressources humaines;

3. Demande au Secrétaire exécutif de la Commission d'échanger avec les autres organismes des Nations Unies, les organisations internationales et bilatérales et les institutions africaines appropriées des informations sur les programmes et activités dans le domaine de la mise en valeur des ressources humaines afin de faciliter la collaboration dans ce domaine de manière à assurer le développement socio-économique de l'Afrique.

PROJET DE RESOLUTION

10 (XIX). L'environnement et le développement en Afrique

(Projet de résolution présenté par le Kenya et le Nigéria)

La Conférence des ministres,

Rappelant la résolution 35/56 de l'Assemblée générale, de décembre 1980, relative à la Stratégie internationale du développement pour la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement qui préconise notamment un examen à mi-parcours des activités des pays en développement en vue de leur permettre de prendre davantage en considération les aspects environnementaux du développement, appelle la communauté internationale à accroître son appui financier et technique aux pays frappés par la sécheresse et victimes de la désertification, et invite tous les pays à tenir compte, dans l'élaboration et l'exécution de leurs programmes industriels, de l'impact de l'industrialisation sur l'environnement et à améliorer ainsi la qualité de la vie et de l'environnement grâce à la planification des établissements humains et à de meilleures conditions de logement^{1/},

Prenant note des décisions 10/4 et 10/6 adoptées en mai 1982 par le Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) concernant l'environnement et le développement dans lesquelles le Conseil demande qu'une assistance soit fournie aux pays en développement afin que ces derniers puissent faire face aux graves problèmes écologiques liés à la pauvreté et au sous-développement ^{2/},

^{1/} Résolution 35/56 de l'Assemblée générale, 83^{ème} séance plénière, 1980, annexe paragraphes 156-158.

^{2/} Voir rapport du Conseil d'administration du PNUE à sa dixième session, décisions 10/4, 10/6 [documents officiels de l'Assemblée générale, trente-septième session, Supplément no. 25 (A/37/25), 1982⁷].

Rappelant sa résolution 446 (XVII) d'avril 1982 relative à la nécessité d'intensifier la coopération régionale dans la lutte contre la désertification en Afrique, sa résolution 473 (XVIII) du 2 mai 1983 préconisant l'organisation d'une table ronde scientifique sur la situation climatique et la sécheresse en Afrique, ainsi que sa résolution 474 (XVIII) du 2 mai 1983 par laquelle elle demande que soient renforcés les moyens de l'Afrique en matière d'environnement, notamment les moyens de coordination dont dispose la Commission économique pour l'Afrique en matière d'environnement, et que soit encouragée dans les Etats membres l'élaboration de programmes d'enseignement et de formation en matière d'environnement,

Ayant examiné le rapport de la deuxième réunion du Comité régional inter-gouvernemental mixte des établissements humains et de l'environnement ainsi que ses annexes traitant des questions d'environnement 3/, en particulier les recommandations et résolutions issues de trois séminaires régionaux communs sur :

- a) la lutte contre la désertification en Afrique 4/,
- b) l'évaluation de l'impact des industries sur l'environnement et les critères de leur implantation 5/,
- c) l'élaboration d'un programme d'action pour l'éducation et la formation en matière d'environnement en Afrique 6/,

Prenant note de l'assistance fournie par le Bureau des Nations Unies pour la région soudan-sahélienne aux pays africains pour l'élaboration de programmes nationaux et la mise en place d'arrangements institutionnels en vue de lutter contre la sécheresse et la désertification,

Reconnaissant qu'il est possible d'intensifier la lutte contre la désertification en mettant à la disposition des consommateurs locaux des sources énergétiques de remplacement, en modernisant les fourneaux à bois de chauffe et les fours de

3/ Voir E/ECA/CM.10/13

4/ Voir E/ECA/ENV/7

5/ Voir E/ECA/ENV/11

6/ Voir UNEP/WG.87/4

production de charbon à partir des déchets agricoles et en initiant la population locale à d'autres modes de vie afin d'empêcher le surpâturage dans les régions arides,

Notant qu'outre le surpâturage, le surpeuplement, le déboisement et l'érosion des sols également responsables de la désertification en Afrique, les feux de brousse sont aggravés par la sécheresse prolongée que connaît l'Afrique et la déforestation causée par les gaz et les fumées délétères émanant des installations industrielles et des unités de traitement des minerais,

Considérant que la plupart des gouvernements africains n'ont pas encore établi de principes directeurs pour évaluer l'impact des activités industrielles sur l'environnement physique et humain,

Pleinement consciente des coûts élevés à long terme résultant de l'absence, après que des phénomènes de pollution se soient produits, d'une évaluation des effets de ces phénomènes sur l'environnement,

Consciente qu'il incombe au premier chef aux gouvernements de sensibiliser l'opinion publique aux questions d'environnement tout comme au fait que la protection de l'environnement va de pair avec le développement et que c'est à eux qu'il revient d'élaborer des programmes d'enseignement et de formation en matière d'environnement conformes à leurs plans et politiques de développement socio-économique,

Notant avec satisfaction que, conformément aux directives du Plan d'action de Lagos ^{7/} et aux décisions 9/12 de mai 1981 ^{8/} et 11/7 (partie 8 A) ^{9/} du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour l'environnement sur les priorités en matière d'environnement pour un programme régional pour l'Afrique, le Bureau régional pour l'Afrique du Programme des Nations Unies pour l'environ-

^{7/} Voir A/S-11/4, annexe I

^{8/} UNEP/GC/9/5 rapport du Conseil d'administration à sa neuvième session

^{9/} UNEP/GC.11/18 travaux du Conseil d'administration à sa onzième session,

nement a élaboré un programme pour les groupements sous-régionaux en matière d'environnement dans lequel s'inscrit la coopération avec les centres multinationaux de programmation et d'exécution de projets de la CEA (MULPOC) en vue d'identifier les problèmes d'environnement dans les sous-régions et de proposer des mesures concertées permettant aux pays africains d'entreprendre des actions immédiates pour résoudre leurs problèmes dans le cadre d'une coopération régionale et selon le principe d'autonomie,

I. Promotion de la coopération technique, de l'échange de données, de la technologie et de l'acquisition de connaissances spécialisées en vue de lutter contre la désertification en Afrique :

1. Prie le Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour l'environnement et celui du Programme des Nations Unies pour le développement, ainsi que le Conseil économique et social et l'Assemblée générale d'étudier attentivement : a) la possibilité d'inclure la République-Unie de Tanzanie et le Nigéria parmi les pays desservis par le Bureau des Nations Unies pour la région soudano-sahélienne (BNUS) afin de leur permettre de bénéficier d'une assistance pour l'exécution des programmes de lutte contre la désertification; b) l'élargissement du champ d'activités du Bureau des Nations Unies pour la région soudano-sahélienne afin qu'il puisse aider les Etats membres de la Conférence pour la coordination du développement de l'Afrique australe à appliquer les mesures préconisées par le Programme des Nations Unies pour l'environnement en matière de lutte contre la désertification et la sécheresse, tout comme il aide les Etats membres du Comité permanent inter-Etats de lutte contre la sécheresse dans le Sahel (CILSS);

2. Prie le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique, en collaboration avec les organisations et organismes compétents des Nations Unies (BNUS, PNUE, FAO, UNESCO), d'organiser un séminaire-atelier régional sur les modalités devant régir l'échange de données, de technologies et de connaissances spécialisées sur la lutte contre la désertification entre les 34 pays des trois sous-régions touchées par la sécheresse (Nord du Sahara, région soudano-sahélienne et désert du Kalahari);

3. Recommande que les gouvernements africains redoublent d'efforts en vue de former le personnel requis pour la lutte contre la désertification; qu'ils favorisent la coopération technique entre pays en développement (CTPD) de façon à profiter mutuellement des expériences, des connaissances spécialisées, de la technologie et de l'information en matière de lutte contre la désertification; qu'ils renforcent leur réseau national de stations agro-météorologiques dans le cadre du programme AGRHYMET; qu'ils fassent l'inventaire des pâturages afin de déterminer les espèces susceptibles de préserver la charge potentielle des sols; et qu'ils affectent des ressources suffisantes à l'exécution d'activités de lutte contre la désertification;

II. Evaluation de l'impact des industries sur l'environnement

1. Recommande vivement que les gouvernements africains prennent immédiatement toutes les précautions nécessaires pour garantir la protection de l'environnement dans le cadre du développement industriel, et ce :

a) En intégrant aux programmes nationaux de développement industriel les principes directeurs définis par le PNUE pour l'évaluation de l'impact de l'industrie sur l'environnement et la détermination des critères d'implantation des industries;

b) En veillant à ce que l'examen de l'application des codes industriels en vigueur par les promoteurs se fasse dans le cadre des principes nationaux ainsi élaborés et que soient créés les instruments législatifs garantissant l'application de ces principes;

2. Recommande en outre que le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique et le Directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour l'environnement aident les Etats membres à former le personnel requis pour mener à bien l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans le cadre de la Décennie du développement industriel de l'Afrique;

III. Programme d'action pour l'éducation et la formation en matière d'environnement en Afrique

1. Recommande que les Etats africains élaborent des programmes intégrés d'enseignement et de formation en matière d'environnement et créent des établissements nationaux chargés d'appliquer lesdits programmes;

2. Prie les Etats membres d'intégrer les questions d'environnement aux programmes actuels des établissements nationaux de formation à l'intention des décideurs, responsables, administrateurs, cadres de gestion, éducateurs et autres spécialistes dont les activités et les décisions quotidiennes influent sur la qualité de l'environnement;

3. Invite les gouvernements africains à sensibiliser davantage aux questions et problèmes d'environnement les politiciens et l'ensemble de la population, en particulier la population rurale et ce au moyen des organes d'information, de programmes d'alphabétisation, de réunions politiques et de rassemblements, et en encourageant l'échange d'informations et de données d'expérience entre pays africains;

IV. Coopération régionale en matière d'environnement en Afrique

1. Exhorte vivement le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique et le Directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour l'environnement à accroître leur appui au groupe de coordination pour l'environnement de la CEA afin de lui permettre de mener à bien le programme de travail sur l'environnement en Afrique dans le cadre du programme global à moyen terme sur l'environnement;

2. Prie le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique et le Directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour l'environnement de poursuivre leur collaboration pour l'application des programmes sous-régionaux en matière d'environnement en vue de résoudre les problèmes d'environnement particuliers aux pays des différentes sous-régions, et ce par l'intermédiaire des centres multinationaux de programmation et d'exécution de projets de la CEA (MULPOC).

PROJET DE RESOLUTION

11 (XIX). Mise en valeur des ressources en eau et suivi du Plan d'action de Mar del Plata

(Projet de résolution présenté par l'Ethiopie, la Gambie et le Togo)

La Conférence des ministres,

Rappelant la résolution 32/158, en date du 19 décembre 1977, par laquelle l'Assemblée générale a adopté le rapport de la Conférence des Nations Unies sur l'eau et approuvé le Plan d'action de Mar del Plata figurant dans ce rapport,

S'inspirant de la résolution VIII de la Conférence des Nations Unies sur l'eau, du Plan d'action de Mar del Plata, qui invitaient les commissions régionales à jouer un rôle central dans la promotion de la coopération intergouvernementale en matière de mise en valeur et de gestion intégrées des ressources en eau,

Rappelant en outre la résolution 2043 (LXI) du Conseil économique et social, en date du 5 août 1976, par laquelle le Conseil priait le Secrétaire général de prendre des dispositions adéquates pour que les commissions régionales puissent continuer à exercer leurs activités avec efficacité, et la résolution 1979/67, du 3 août 1979, par laquelle le Conseil recommandait que des ressources financières et des effectifs suffisants soient mis à la disposition des secrétariats des commissions régionales, afin de leur permettre de s'acquitter des responsabilités accrues qui leur ont été confiées par la Conférence des Nations Unies sur l'eau,

Rappelant également la recommandation relative au renforcement des institutions au niveau régional préconisée au paragraphe 82 (iii) du Plan d'action de Lagos,

1. Recommande aux Etats membres et aux organismes du système des Nations Unies d'utiliser les centres multinationaux de programmation et d'exécution de projets comme centres de liaison pour la coordination sous-régionale des activités concernant les ressources en eau, compte dûment tenu des contextes géographiques et juridiques des bassins fluviaux concernés;

2. Recommande en outre aux Etats membres d'envisager la création de comités intergouvernementaux sous-régionaux d'experts sur les ressources en eau auxquels les MULPOC serviraient de secrétariat;

3. Invite les gouvernements qui ne l'ont pas encore fait à créer des comités nationaux des ressources en eau conformément aux recommandations du Plan d'action de Mar del Plata;

4. Lance un appel aux organismes d'assistance technique multinationaux, bilatéraux et intergouvernementaux, et aux organismes du système des Nations Unies, pour qu'ils coordonnent leurs efforts avec la Commission économique pour l'Afrique afin d'aider les gouvernements africains à mettre en valeur les ressources en eau de la région et fournissent le concours financier et matériel nécessaire à l'exécution des projets régionaux de planification, de mise en oeuvre et d'utilisation rationnelle des ressources en eau;

5. Prie instamment l'Administrateur du Programme des Nations Unies pour le développement et le Président de la Banque mondiale d'accroître le montant des fonds alloués au secteur de l'eau dans leurs programmes nationaux et régionaux pour l'Afrique et, en particulier, de mettre davantage l'accent sur les programmes d'approvisionnement en eau du milieu rural;

6. Prie le Secrétaire général des Nations Unies de renforcer les activités que le secrétariat de la Commission économique pour l'Afrique mène dans le domaine des ressources en eau afin que des experts en la matière puissent être détachés auprès des MULPOC pour aider les Etats membres à assurer la planification et l'exécution de leurs activités de mise en valeur des ressources en eau, ainsi que le suivi des recommandations du Plan d'action de Mar del Plata.

PROJET DE RESOLUTION

- 12 (XIX) Système panafricain de documentation et d'informatique
(Texte modifié de la résolution adoptée par la Conférence commune des statisticiens, planificateurs et démographes africains à sa troisième session)

La Conférence des ministres,

Rappelant la résolution 359 (XIV) du 27 mars 1979 sur le plan général d'une banque panafricaine de données numériques et non numériques,

Rappelant en outre la résolution 377 (XV) du 12 avril 1980 sur l'exécution du projet de Système panafricain de documentation et d'informatique,

Rappelant également la résolution 413 (XVI) en date du 10 avril 1981 sur le soutien financier au Système panafricain de documentation et d'informatique,

Rappelant la résolution sur le PADIS adoptée par la Conférence commune à sa troisième session ainsi que la résolution adoptée par la Conférence des plénipotentiaires du MULPOC de l'Afrique du Nord à sa troisième réunion,

Notant avec préoccupation la faiblesse persistante de l'infrastructure de documentation d'information et de bibliothèques en Afrique,

Consciente de la nécessité de renforcer le PADIS,

1. Décide de doter le Système panafricain de documentation et d'informatique d'un Comité technique dont le mandat serait le suivant :

a) orienter la politique générale du PADIS en définissant notamment les directives politiques, techniques et financières à suivre,

b) conseiller le Secrétaire exécutif dans la formulation et l'exécution du programme d'activité prévu dans le cadre du projet conformément aux directives susmentionnées,

- c) superviser l'implantation du projet à tous les niveaux de participation;
- d) prendre toute autre mesure susceptible de rendre le projet plus efficace et plus rentable;
- e) se réunir aussi souvent que nécessaire mais au moins une fois par an;
- f) coopter, au besoin, des spécialistes dans les domaines pertinents;
- g) rendre compte tous les ans de ses activités à la Conférence des ministres, par l'intermédiaire du Comité technique préparatoire plénier.

2. Décide en outre que le Comité technique serait composé :

- a) du Secrétaire exécutif de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique, qui ferait office de Président et serait membre de droit;
- b) de cinq experts de haut niveau, spécialistes des télécommunications, de la bibliothéconomie, de l'information ou de l'informatique, qui seront élus pour représenter leurs sous-régions respectives et agiront en leur qualité personnelle pendant une période de quatre ans;

3. Décide en outre que les cinq membres représentant des Etats membres seraient élus par la Conférence des ministres, sur recommandation de la Conférence commune des planificateurs, statisticiens, démographes et informaticiens africains, mais les premiers membres seraient élus lors de la dixième réunion de la Conférence des ministres et de la dix-neuvième session de la Commission, sur les recommandations que le Comité technique préparatoire plénier aura formulées à sa cinquième réunion;

4. Prie le Secrétaire exécutif de créer, dans les meilleurs délais, au sein de chaque MULPOC, un comité technique sous-régional du PADIS qui aura pour tâche principale de suivre l'exécution du projet dans sa sous-région.

PROJET DE RESOLUTION

13 (XIX). Plan régional d'action pour lutter contre les effets de la sécheresse en Afrique
Projet de résolution fondé sur le texte de la résolution adopté par la Table
ronde scientifique sur les conditions climatiques et la sécheresse en Afrique

La Conférence des ministres,

Rappelant sa résolution 473 (XVIII) du 2 mai 1983 sur les conditions climatiques et la sécheresse en Afrique, dans laquelle elle priait instamment le Secrétaire exécutif de la Commission d'organiser une Table ronde scientifique extraordinaire en vue d'examiner les causes, la périodicité, les tendances et les effets de la sécheresse sur l'économie africaine et de proposer des mesures à court, moyen et long terme pour résoudre ce problème, et de lui soumettre, à sa dixième réunion, un rapport sur les résultats de cette Table ronde,

Ayant examiné le rapport de la Table ronde scientifique sur le climat et la sécheresse en Afrique ainsi que le projet de plan régional d'action pour lutter contre les effets de la sécheresse en Afrique,

Notant avec préoccupation que la sécheresse est un phénomène récurrent qui risque de se manifester de nouveau à des dates qu'il est impossible de déterminer, et que la présente sécheresse revêt, plus que jamais, un caractère aigu, persistant et généralisé et que, à l'exception d'une courte période, elle n'a, depuis 1968, cessé de s'aggraver, dépassant les limites de la région soudano-sahélienne pour frapper les régions boisées, côtières et autres, jusqu'à-là épargnées,

Profondément préoccupée par les effets défavorables de la sécheresse actuelle sur les systèmes socio-économiques africains : sérieuse pénurie alimentaire, malnutrition, épidémies, lourdes pertes en vies humaines, destruction du cheptel, accentuation de la pauvreté, dégradation de l'environnement, déséquilibre et épuisement des ressources en eau, souffrances et privations et sérieuses distortions des fragiles systèmes économiques africains,

1. Prend note avec satisfaction du rapport de la Table ronde scientifique sur le climat et la sécheresse en Afrique;

2. Décide d'adopter le Plan régional d'action pour lutter contre les effets de la sécheresse en Afrique;

3. Prie instamment les Etats membres : a) d'adopter les mesures qui s'imposent notamment en ce qui concerne l'allocation de ressources financières accrues et le renforcement, dans le cadre du Plan régional d'action, des effectifs et des moyens institutionnels pour mieux prédire la sécheresse et lutter contre ses effets défavorables; b) de relancer l'économie de leurs pays frappés par la sécheresse, de manière coordonnée et intégrée; c) d'élaborer et de faire appliquer d'autres mesures propres à assurer l'exécution intégrale du Plan régional d'action;

4. Lance un appel à la communauté internationale et aux organismes des Nations Unies pour qu'ils aident généreusement les pays africains frappés par la sécheresse dans leurs efforts visant à lutter contre les effets de ce fléau, à relancer leur économie et à exécuter le Plan régional d'action.

PROJET DE RESOLUTION

14 (XIX). Prévisions à court terme en Afrique

Projet de résolution fondé sur le texte de la résolution adoptée
par la Conférence commune des planificateurs, statisticiens
et démographes africains à sa troisième session

La Conférence des ministres,

Rappelant la Stratégie de Monrovia pour la région africaine ainsi que le Plan d'action et l'Acte final de Lagos,

Notant la nécessité de plus en plus impérieuse pour un nombre de plus en plus grand de pays africains, d'adopter des mesures d'ajustement à court terme, du fait notamment, de l'instabilité de la situation économique mondiale, de catastrophes naturelles telles que la sécheresse, les inondations et d'autres facteurs qui perturbent la mise en oeuvre et la gestion des activités de développement et de répartition des revenus,

Consciente des possibilités qu'offrent les systèmes de prévisions à court terme d'aider les pays africains à mettre en place des systèmes d'alerte rapide et à élaborer des politiques d'ajustement et de répartition des revenus propres à éviter les perturbations économiques d'origine interne et externe,

Prenant note des efforts faits par le secrétariat de la CEA pour mettre en place dans les pays africains des systèmes de prévisions à court terme et consciente des difficultés rencontrées par ces pays dans la collecte et la compilation de données complètes sur les comptes nationaux,

1. Demande à tous les pays africains d'entreprendre, à titre individuel et collectif, des études de prévision à court terme, et de fournir à la CEA les résultats publiés de ces activités de manière à lui permettre d'élaborer des prévisions sous-régionales et régionales, fondées sur des méthodes telles que les matrices de comptabilité sociale qui présentent l'avantage de suppléer aux imperfections de la comptabilité nationale et de jeter suffisamment de lumière sur les politiques de répartition;

2. Prie le secrétariat de la CEA :

a) de continuer à aider les pays africains, sur leur demande, à mettre en place des systèmes de prévisions à court terme basés sur les approches telles que les MACS, et notamment à créer les moyens d'assurer le suivi des modèles;

b) de concrétiser les efforts de coopération avec d'autres institutions nationales et panafricaines, en particulier la Banque africaine de développement l'Institut africain de développement économique et de planification (IDEP) et d'autres organisations internationales, efforts qui visent à mobiliser les ressources nécessaires pour aider réellement les pays africains à construire les MACS et à mettre en place des systèmes de prévisions à court terme.

PROJET DE RESOLUTION

15 (XIX). Etudes prospectives en Afrique

Projet de résolution fondé sur le texte de la résolution adoptée par la Conférence commune des planificateurs, statisticiens et démographes africains à sa troisième session

La Conférence des ministres,

Rappelant la résolution 470 (XVIII) adoptée par la Conférence des ministres de la CEA sur les études prospectives dans les pays africains,

Consciente de la nécessité, pour les pays africains, d'adopter immédiatement des mesures propres à remédier aux faiblesses structurelles en vue de procéder à une véritable transformation de l'économie africaine qui soit conforme au Plan d'action et à l'Acte final de Lagos,

Prenant note avec préoccupation de la détérioration des conditions économiques dans la région africaine aggravées par la persistance des conditions climatiques défavorables, notamment la sécheresse,

Prenant note avec intérêt de l'étude du secrétariat intitulée : La CEA et le développement de l'Afrique, 1983-2008 : Etude prospective préliminaire qui met en relief les différentes perspectives de l'Afrique dans des domaines d'un intérêt crucial,

Consciente de l'utilité des études prospectives aux niveaux national, sous-régional et régional, eu égard en particulier à l'évaluation des mesures à prendre à tous ces niveaux pour assurer la mise en oeuvre du Plan d'action de Lagos,

1. Lance un appel aux Etats membres pour qu'ils entreprennent des études prospectives sur leurs économies respectives;

2. Invite tous les établissements de recherche, organismes de développement et universités à poursuivre, en collaboration avec la CEA et l'OUA, l'examen critique des études de manière à stimuler de nouvelles initiatives et mesures en vue de la mise en oeuvre à tous les niveaux du Plan d'action de Lagos;

3. Prie le secrétariat de la CEA de renforcer et de poursuivre, en étroite collaboration avec les services nationaux de planification, les études prospectives en tenant compte surtout des éléments de base ci-après :

- a) La vulnérabilité des pays africains à la situation économique internationale;
- b) Les effets de la sécheresse et de la désertification sur les résultats économiques des pays africains;
- c) Le réalisme et la viabilité des objectifs et stratégies;
- d) La nécessité de procéder à une nouvelle désagrégation et à un nouvel élargissement de l'étude en vue de couvrir les perspectives de sous-groupes de pays africains;
- e) La réalisation, chaque année, d'analyses et de projections sectorielles, en particulier aux niveaux sous-régional et régional de manière à couvrir les secteurs clés pendant les cinq années qui s'écoulent entre les mises à jour;
- f) L'utilité de faire l'analyse de plusieurs scénarios, y compris l'analyse de sensibilité d'éléments tels que la balance des paiements et les difficultés à se procurer des capitaux;
- g) L'importance de l'examen approfondi de variables additionnelles telles que la science et la technologie, et les besoins financiers.

4. Prie le Secrétaire exécutif de la CEA :

- a) De fournir aux gouvernements et groupements sous-régionaux africains qui la lui demandent, l'assistance technique dont ils ont besoin pour entreprendre des études prospectives aux niveaux national et sous-régional;
- b) D'arrêter un calendrier précis des examens auxquels on devra procéder pour mettre à jour ces études et assurer la participation des MULPOC à la surveillance des domaines d'un intérêt vital dans leurs sous-régions respectives.

PROJET DE RESOLUTION

16(XIX). Politiques de prix dans les PMA africains

Projet de résolution adopté par le Comité inter-gouvernemental
d'experts des pays africains les moins avancés
à sa troisième réunion

La Conférence des ministres,

Considérant l'importance des politiques de fixation des prix dans la promotion des activités productives, notamment pour l'augmentation de la productivité et de la production du secteur agricole,

Ayant à l'esprit la situation critique en matière de disponibilités alimentaires dans les PMA africains,

Consciente des effets pervers des différents programmes de stabilisation économique et financière ou d'ajustement structurel et du faible taux de réussite de ces programmes ainsi que de leurs coûts, notamment pour les populations à faible revenu,

Reconnaissant que les structures institutionnelles et les législations des prix en vigueur ont besoin d'être mises à jour,

Ayant à l'esprit le manque de statistiques sur les coûts de production de secteurs aussi essentiels que l'agriculture,

Rappelant qu'il est nécessaire de prendre d'urgence des mesures susceptibles d'assurer l'autosuffisance des populations,

Rappelant en outre l'expérience déjà acquise par nombre de pays africains les moins avancés en ce qui est d'élaborer des politiques de prix et de satisfaire aux conditions dont sont assortis les accords de confirmation signés avec le FMI et la Banque mondiale,

1. Prend note de l'étude présentée par le secrétariat de la CEA sur les politiques de prix dans les PMA africains;

2. Demande aux PMA africains d'actualiser leurs structures institutionnelles de fixation, de contrôle et de suivi des prix afin de les adapter aux réalités économiques, de prendre, en ce qui concerne la fixation des prix agricoles, des mesures propres à inciter les producteurs à accroître leur production et de mettre un frein à la tendance actuelle qui permet aux intermédiaires de réaliser des bénéfices exorbitants et favorise une certaine classe de consommateurs urbains au détriment du secteur rural;

3. Invite le Fonds monétaire international et la Banque mondiale à s'engager dans le cadre de leurs programmes de stabilisation économique et financière ou d'ajustement structurel à prendre des mesures permettant d'identifier les effets, aussi bien négatifs que positifs, desdits programmes ainsi que des dispositions propres à compenser les effets négatifs éventuels de ces programmes sur les PMA africains;

4. Demande au PNUD, à la Banque mondiale et au FMI d'apporter le soutien financier nécessaire au secrétariat de la CEA pour assurer la couverture de l'ensemble des 26 PMA africains ainsi que la prise en compte des différents thèmes de recherche retenus pour enrichir l'étude sur les politiques de fixation des prix dans les PMA africains.

PROJET DE RESOLUTION

17 (XIX). Mesures propres à assurer l'exécution efficace du nouveau programme substantiel d'action dans les pays africains les moins avancés

(Projet de résolution se fondant sur le texte de la résolution adoptée par le Comité intergouvernemental d'experts des pays africains les moins avancés à sa troisième réunion)

La Conférence des ministres,

Rappelant sa résolution 397 (XV) du 12 avril 1980 par laquelle la Conférence des ministres des pays africains les moins avancés s'est vue confier la responsabilité d'assurer la coordination des efforts, l'établissement des priorités, le suivi et l'évaluation des progrès réalisés dans le cadre du nouveau Programme d'action global dans les pays africains les moins avancés, ainsi que sa résolution 481 (XVIII) d'avril 1983 concernant les mesures visant à accélérer l'exécution du nouveau Programme substantiel d'action dans les pays africains les moins avancés,

Rappelant la résolution 38/195 de l'Assemblée générale des Nations Unies, en date du 20 décembre 1983, sur l'exécution du nouveau Programme substantiel d'action pour les années 80 en faveur des pays les moins avancés,

Prenant acte des énormes efforts fournis par les pays africains les moins avancés dans la préparation de leurs réunions de consultations nationales respectives, notamment dans l'élaboration de politiques tendant à mener à bien leurs programmes nationaux,

Notant que les réunions de consultation organisées jusqu'ici n'ont pas totalement répondu à l'attente des pays les moins avancés, étant donné que les engagements pris par les pays et organismes donateurs n'ont pas été pleinement conformes aux dispositions du nouveau Programme substantiel d'action,

Exprimant sa profonde préoccupation devant les résultats décevants des négociations menées sur le nouveau Programme substantiel d'action lors de la sixième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) tenue à Belgrade en juin/juillet 1983,

Notant avec une profonde préoccupation l'aggravation de la situation économique des pays africains les moins avancés causée, entre autres, par des catastrophes naturelles telles que la sécheresse et la désertification,

Notant en outre avec satisfaction l'initiative du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies concernant la crise économique en Afrique, les efforts tendant à mobiliser la communauté internationale afin qu'elle fournisse l'assistance technique et financière nécessaire en faveur des pays africains, en particulier des moins avancés parmi eux, ainsi que la nomination d'un Représentant spécial chargé des questions relatives à la crise économique en Afrique,

Profondément préoccupée par la réduction considérable de l'aide publique au développement (APD) aux pays africains les moins avancés depuis l'adoption du nouveau Programme substantiel d'action en 1981, en particulier de celle fournie à des conditions de faveur, en provenance de toutes les sources extérieures,

Ayant à l'esprit le fait que l'examen global à mi-parcours des progrès accomplis dans l'exécution du nouveau Programme substantiel d'action est prévu pour septembre/octobre 1985.

1. Fait appel aux pays africains les moins avancés pour qu'ils redoublent d'efforts en vue de mettre au point des mesures pratiques propres à mobiliser des ressources intérieures pour le développement et une meilleure gestion économique;

2. Fait en outre appel aux pays africains les moins avancés pour qu'ils fassent en sorte que les programmes de redressement financier à court terme tiennent compte des objectifs, stratégies et priorités du développement national à long terme;
3. Demande instamment que les pays africains les moins avancés qui n'ont pas encore organisé leurs réunions de consultation prennent toutes les mesures nécessaires pour le faire en 1984 ou, en tout état de cause, avant les réunions prévues dans le cadre de l'examen global à mi-parcours en 1985;
4. Invite instamment les pays africains les moins avancés à se préparer à participer pleinement aux réunions prévues dans le cadre de l'examen global à mi-parcours en 1985 afin de faire des propositions pratiques en vue de la révision éventuelle du nouveau Programme substantiel d'action, de manière à l'exécuter efficacement au cours de la seconde moitié de la décennie, ainsi qu'à fournir les informations et statistiques nécessaires au secrétariat de la CEA pour que ce dernier puisse procéder à une évaluation régionale technique, à l'échelle de la région, de l'exécution du nouveau Programme substantiel d'action au cours de la période 1981-1984;
5. Invite en outre instamment les pays africains les moins avancés à assurer la mise en place de mécanismes de suivi adéquats au niveau national afin de rester en rapport avec les donateurs avant et après les réunions de consultation, ou le renforcement des mécanismes qui existent déjà;
6. Affirme que le principal objectif des réunions de consultation nationales devrait être d'obtenir des ressources supplémentaires et non de servir de simple cadre d'échanges de vues sur les stratégies de développement, les politiques et les programmes d'investissement ainsi que les projets des pays et qu'à cet effet les donateurs devraient envoyer, pour participer à ces réunions, des représentants de haut niveau de leurs organismes d'aide respectifs habilités à prendre des engagements fermes concernant les programmes et projets;

7. Prie les organismes chefs de file, le PNUD et la Banque mondiale, d'utiliser les compétences disponibles dans les pays intéressés et au sein du système des Nations Unies notamment à la CEA, pour l'élaboration de la documentation nécessaire pour les réunions de consultation dans les pays africains les moins avancés en vue de réduire les dépenses au titre de la préparation et de l'organisation de ces réunions;

8. Invite les pays donateurs, conformément aux dispositions du paragraphe 63 du nouveau Programme substantiel d'action, à accroître considérablement leur apport de ressources financières et autres mesures d'appui en vue de réaliser, d'ici 1985, l'objectif de 0,15 p. 100 du PNB au titre de l'aide publique au développement accordée au PMA et, de manière générale, les objectifs du nouveau Programme substantiel d'action dans les PMA africains;

9. Note avec gratitude l'esprit de solidarité des pays donateurs qui ont réalisé l'objectif fixé dans le nouveau Programme substantiel d'action d'affecter 0,15 p. 100 de leur produit national brut au titre de l'aide publique au développement accordée aux pays les moins avancés;

10. Prie instamment les pays donateurs et les institutions financières multilatérales, a) de fournir aux PMA africains une assistance financière à des conditions très favorables compte tenu des particularités de l'économie de ces pays, b) d'alléger la charge de la dette des PMA africains par des mesures d'ajustement rétroactif ou d'autres actions équivalentes, et mieux, d'annuler entièrement la dette, c) de contribuer de façon substantielle aux coûts ordinaires locaux actuels des projets prioritaires qu'ils financent dans les PMA, d) de tenter d'améliorer les procédures de prestation d'aide en vue d'accroître la capacité d'absorption des PMA et, chaque fois que possible, d'harmoniser ces procédures afin de créer des conditions favorables à un éventuel cofinancement des projets;

11. Se félicite de ce que certains bailleurs de fonds accordent aux pays africains les moins avancés une assistance se présentant principalement sous forme de dons ainsi que d'autres formes d'assistance plus souples, telles que le financement local des coûts ordinaires, l'aide destinée à l'entretien et au rééquipement et un appui au titre de la balance des paiements, qui sont adaptées aux besoins particuliers des PMA africains et répondant à la détérioration de leurs conditions économiques et sociales résultant de catastrophes naturelles;
12. Invite la communauté internationale à accorder son appui aux domaines prioritaires identifiés par les PMA africains dans leurs programmes nationaux sur la base des dispositions du chapitre I du nouveau Programme substantiel d'action, notamment en ce qui concerne l'alimentation et l'agriculture, les industries manufacturières, la prospection et la mise en valeur des sources d'énergie et des ressources techniques, la mise en valeur des ressources humaines, l'expansion et la diversification des exportations, le développement des transports et des communications et l'amélioration des moyens de planification, d'exécution et de gestion;
13. Exprime sa gratitude au Secrétaire général de l'ONU et à son Représentant spécial chargé des questions relatives à la crise économique en Afrique pour les efforts qu'ils déploient en vue de mobiliser l'assistance de la communauté internationale afin d'atténuer la crise économique que traverse l'Afrique et lance un appel à la communauté internationale pour qu'elle réagisse de façon positive aux efforts déployés par le Secrétaire général;
14. Prie le Secrétaire exécutif de faire rapport sur les progrès accomplis dans l'application de la présente résolution à la cinquième réunion de la Conférence des ministres des PMA africains en 1985.

11. Se félicite de ce que certains bailleurs de fonds accordent aux pays africains les moins avancés une assistance se présentant principalement sous forme de dons ainsi que d'autres formes d'assistance plus souples, telles que le financement local des coûts ordinaires, l'aide destinée à l'entretien et au rééquipement et un appui au titre de la balance des paiements, qui sont adaptées aux besoins particuliers des PMA africains et répondant à la détérioration de leurs conditions économiques et sociales résultant de catastrophes naturelles;
12. Invite la communauté internationale à accorder son appui aux domaines prioritaires identifiés par les PMA africains dans leurs programmes nationaux sur la base des dispositions du chapitre I du nouveau Programme substantiel d'action, notamment en ce qui concerne l'alimentation et l'agriculture, les industries manufacturières, la prospection et la mise en valeur des sources d'énergie et des ressources techniques, la mise en valeur des ressources humaines, l'expansion et la diversification des exportations, le développement des transports et des communications et l'amélioration des moyens de planification, d'exécution et de gestion;
13. Exprime sa gratitude au Secrétaire général de l'ONU et à son Représentant spécial chargé des questions relatives à la crise économique en Afrique pour les efforts qu'ils déploient en vue de mobiliser l'assistance de la communauté internationale afin d'atténuer la crise économique que traverse l'Afrique et lance un appel à la communauté internationale pour qu'elle réagisse de façon positive aux efforts déployés par le Secrétaire général;
14. Prie le Secrétaire exécutif de faire rapport sur les progrès accomplis dans l'application de la présente résolution à la cinquième réunion de la Conférence des ministres des PMA africains en 1985.

PROJET DE RESOLUTION

18 (XIX). Transport et commercialisation du gaz naturel par gazoduc

Projet de résolution présenté par le Maroc et la Tunisie

La Conférence des ministres,

Rappelant la résolution ECA/UNTACDA/Res. 83/28 adoptée par la troisième Conférence des ministres africains des transports, des communications et de la planification réunie en mars 1983 au Caire sur l'élaboration d'une étude sur le gaz naturel en Afrique,

Consciente de l'importance que revêt cette étude dans la mise en valeur des ressources naturelles en Afrique notamment pour ce qui est de répondre aux besoins des pays africains en gaz naturel en particulier ceux des pays sahéliens,

1. Appuie la décision du Secrétaire exécutif de la CEA d'effectuer une étude globale sur le transport du gaz naturel africain par gazoduc en vue de sa commercialisation au niveau de l'Afrique et son acheminement éventuel à l'Europe; cette étude devrait comprendre une comparaison des différents modes de transport;

2. Lance un appel à la communauté internationale notamment les organisations concernées, à savoir l'OPEC, la BAD, la BIRD pour qu'ils apportent leur soutien à la CEA aet au PNUD et coopèrent avec ces institutions afin que cette étude puisse être menée à bien.

PROJET DE RESOLUTION

19 (XIX). Renforcement de la CEA en sa qualité d'agent d'exécution

Projet de résolution présenté par le Cameroun, l'Ethiopie
et le Nigéria

La Conférence des ministres,

Rappelant la résolution 33/202 de l'Assemblée générale, en date du 29 janvier 1979, sur la restructuration des secteurs économique et social du système des Nations Unies par laquelle l'Assemblée a notamment décidé que les commissions régionales auraient elles-mêmes le statut d'agent d'exécution,

Rappelant l'accord signé le 1er mars 1977 entre le PNUD et la CEA, nommant la CEA agent de participation et d'exécution pour les projets inter pays du PNUD,

Ayant examiné le rapport biennal du Secrétaire exécutif pour la période 1982-1983

Notant avec satisfaction les progrès accomplis en si peu de temps par la CEA en sa qualité d'agent d'exécution des projets du PNUD et d'autres projets inter pays, de sorte que la CEA est aujourd'hui l'un des agents d'exécution les plus importants des projets inter pays financés par le PNUD en Afrique.

Notant également avec préoccupation les difficultés d'ordre administratif auxquelles se heurte la CEA dans l'exécution desdits projets, difficultés tenant au fait qu'on opère pas de distinction entre les procédures et les règles régissant son rôle d'agent d'exécution et les activités normales menées par la CEA dans le cadre du budget ordinaire pour le recrutement du personnel de projet résidant en dehors du continent et celui des niveaux supérieurs à L5 ainsi que pour l'achat du matériel et des fournitures de projet d'un coût supérieur à 20 000 dollars,

Notant en outre avec regret que le taux d'exécution, par la CEA, des projets du PNUD et d'autres projets interpayés a considérablement baissé du fait des contraintes mentionnées ci-dessus qui sont responsables de retards qui auraient pu être évités,

Considérant que l'Afrique traverse actuellement une crise économique et que les Etats membres de la CEA s'attendent à ce que son secrétariat renforce l'assistance accordée pour l'exécution rapide des projets opérationnels financés par le système des Nations Unies et par des sources multilatérales et bilatérales,

1. Prie le Secrétaire général de lever de toute urgence les contraintes mentionnées ci-dessus en alignant la réglementation en matière de recrutement et d'achat sur celle des autres agents d'exécution des Nations Unies afin que la CEA puisse exécuter rapidement les projets et qu'elle acquière ainsi le même statut que les autres agents d'exécution du système des Nations Unies;
2. Prie le Secrétaire exécutif de faire rapport à la onzième réunion de la Conférence des ministres et à la vingtième session de la Commission sur l'application de la présente résolution.

PROJET DE RESOLUTION

20 (XIX). Programme d'action de Kilimandjaro concernant la population africaine et le développement autonome

Projet de résolution présenté par la Guinée, le Lesotho et la Tunisie

La Conférence des ministres,

Rappelant la résolution 1982/42 du 27 juillet 1982 du Conseil économique et social sur la convocation d'une Conférence internationale sur la population en 1984, qui notamment invitait les commissions régionales à examiner à leurs sessions annuelles de 1984, le rapport du Comité préparatoire de la Conférence, en vue de formuler des suggestions et recommandations pour la poursuite de la mise en oeuvre du Plan d'action mondial sur la population au niveau régional, et de transmettre ces suggestions et recommandations à la Conférence pour qu'elle les examine,

Rappelant la résolution 1983/6 du 26 mai 1983 sur la Conférence internationale sur la population, 1984, qui priait le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies d'inviter tous les Etats, représentants des mouvements de libération nationale, le Conseil des Nations Unies pour la Namibie, les organisations gouvernementales, intergouvernementales et non gouvernementales à participer à la Conférence,

Rappelant également la résolution 1983/76 du 26 juillet 1983 sur l'examen intersectoriel des questions de population, qui a décidé de continuer à attribuer un rang de priorité élevé aux programmes et activités, en tant que facteur contribuant au développement social et économique des pays en développement et qui a instamment demandé qu'un appui financier accru soit apporté aux activités en matière de population et que les organismes compétents du système des Nations Unies prennent en conséquence les dispositions voulues dans le cadre de leurs programmes de travail respectifs, en agissant de façon coordonnée,

Rappelant en outre la résolution 366 (XIV) du 27 mars 1979 de la CEA sur les programmes prioritaires de la CEA en matière de population, qui invitait le Secrétaire exécutif à accorder un rang de priorité élevé à la mise sur pied de programmes d'assistance aux pays de la région en matière d'analyse d'études et d'activités de mise en place d'institutions dans les domaines clés touchant les relations réciproques entre la population et le développement, la mortalité infantile et juvénile, les taux, les schémas et les tendances futures de la fécondité et la répartition et l'évolution de la population,

Prenant note du rapport du Comité préparatoire de la Conférence internationale sur la population (E/1984/28 et E/1984/28/Add.1),

Réaffirmant sa volonté de mettre en oeuvre les programmes en matière de population tels qu'ils sont définis dans le Plan d'action de Lagos et réaffirmés dans la Déclaration d'Addis-Abeba de 1983,

Notant avec satisfaction les efforts déployés conjointement par la CEA et le FNUAP pour promouvoir la formation et la recherche démographiques au niveau national,

Notant également les efforts faits jusqu'à présent aux niveaux mondial et régional en vue d'amener les pays africains à participer activement à la Conférence internationale sur la population devant se tenir à Mexico en août 1984,

Prenant acte du rapport de la deuxième Conférence africaine sur la population tenue du 9 au 13 janvier 1984 à Arusha (République-Unie de Tanzanie),

1. Approuve le Programme d'action de Kilimandjaro concernant la population africaine et le développement autonome adopté par la deuxième Conférence africaine sur la population;

2. Charge le Secrétaire exécutif de prendre les mesures appropriées afin que les principes et objectifs de ce programme ainsi que les recommandations qui y figurent soient inclus dans le programme de travail de la Commission;

3. Prie les Etats membres de la Commission de faire en sorte que leur délégation à la Conférence internationale sur la population et aux réunions ultérieures de la Commission des Nations Unies sur la population utilisent le Programme d'action de Kilimandjaro comme document de base afin que soient adéquatement examinés les intérêts prioritaires de l'Afrique dans les activités en matière de population;

4. Prie le FNUAP, les pays et organismes donateurs d'accroître les ressources allouées à l'Afrique afin que soit accélérée la mise en oeuvre du programme;

5. Demande à tous les organismes des Nations Unies, à l'OUA, aux organisations intergouvernementales, sous-régionales, interrégionales et nationales s'occupant d'activités en matière de population de collaborer avec la Commission économique pour l'Afrique pour la mise en oeuvre de ce programme;

6. Prie le Secrétaire exécutif de rendre compte à la Conférence des ministres à sa onzième réunion des résultats de la Conférence internationale sur la population et des progrès réalisés dans la mise en oeuvre des recommandations de cette Conférence et du Programme d'action de Kilimandjaro concernant la population africaine et le développement autonome.

PROJET DE RESOLUTION

21 (XIX). Liaison fixe Europe-Afrique par le Déroit de Gibraltar

Projet de rapport présenté par le Maroc et la Guinée

La Conférence des ministres,

Rappelant la résolution 1982/57 adoptée par le Conseil économique et social des Nations Unies à sa seconde session ordinaire de juillet 1982 au sujet du projet de liaison fixe Europe-Afrique par le Déroit de Gibraltar,

Rappelant également les recommandations des experts nommés par la Commission économique pour l'Afrique et la Commission économique pour l'Europe à la suite de l'adoption de la résolution 1982/57 susmentionnée, figurant dans le rapport des experts, approuvé par le Conseil économique et social à sa seconde session ordinaire de 1983,

Consciente de la résolution 1983/62 adoptée par le Conseil économique et social à sa seconde session ordinaire de juillet 1983 au sujet de la liaison fixe Europe-Afrique à travers le Déroit de Gibraltar qui, entre autres, prie le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique de continuer à suivre et à analyser les études ayant trait à ce projet conformément aux recommandations du rapport précité,

Tenant compte des résolutions adoptées par la Conférence des ministres africains des transports, communications et de la planification tenue à Conakry en février 1984,

1. Invite les gouvernements, les organisations internationales, les instituts de recherche et les universités de la zone méditerranéenne et d'autres régions à poursuivre la coopération avec les Gouvernements du Maroc et de l'Espagne, ainsi qu'avec la Commission économique pour l'Afrique et la Commission économique pour l'Europe, et à faire des efforts concertés dans la poursuite de l'élaboration du projet de liaison fixe Europe-Afrique à travers le Déroit de Gibraltar;

2. Prie le Secrétaire général des Nations Unies de fournir à la Commission économique pour l'Afrique les moyens nécessaires à la mise en oeuvre des recommandations concernant le projet de liaison fixe par le Déroit de Gibraltar.

PROJET DE RESOLUTION

22 (XIX). Rapport biennal du Secrétaire exécutif
(Projet de résolution présenté par la Côte d'Ivoire et le Ghana)

La Conférence des ministres,

Rappelant sa résolution 403 (XVI), en date du 10 avril 1981, sur le rapport biennal du Secrétaire exécutif pour la période 1979-1980,

Rappelant également la section IV de l'annexe de la résolution 32/197 de l'Assemblée générale en date du 20 décembre 1977 sur la restructuration des secteurs économique et social du système des Nations Unies stipulant notamment qu'il conviendrait que les commissions régionales soient en mesure de jouer pleinement, sous l'autorité de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social, leur rôle de principaux centres généraux d'activités de développement économique et social, dans le cadre du système des Nations Unies, pour leurs régions respectives,

Rappelant en outre la résolution 38/199 de l'Assemblée générale, en date du 20 décembre 1983, relative aux mesures spéciales pour le développement social et économique de l'Afrique dans les années 80 par laquelle l'Assemblée priait instamment les pays donateurs de fournir un volume important et soutenu de ressources en vue de promouvoir le développement accéléré des pays d'Afrique et l'application effective du Plan d'action de Lagos et de l'Acte final de Lagos, et de contribuer généreusement au Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le développement de l'Afrique, invitait toutes les institutions internationales de financement, en particulier la Banque mondiale, l'Association internationale de développement et le Fonds international de développement agricole, à continuer d'envisager activement d'accroître de façon appréciable leur aide au développement de l'Afrique et à accorder toute l'urgence qu'elle méritait à la possibilité de consentir un effort spécial en faveur du développement social et économique de l'Afrique et priait le Secrétaire général de convoquer, en coopération avec le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique, la cinquième Conférence biennale pour les annonces de contributions au Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le développement de l'Afrique et de prendre les mesures voulues pour en assurer le succès et, à cet égard, adressait un appel aux

pays donateurs, aux organes appropriés des Nations Unies, aux institutions internationales et régionales de financement et aux autres entités publiques et privées intéressées pour qu'ils participent pleinement et contribuent généreusement à ce fonds,

Avant examiné le rapport biennal du Secrétaire exécutif sur la période 1982-1983 comportant une mise à jour des résultats obtenus dans l'exécution du programme de travail de la Commission pour 1982-1983,

Convaincue qu'il importe au premier chef que les Etats membres de la Commission économique pour l'Afrique en renforcent le secrétariat grâce à des efforts individuels et collectifs, en particulier en raison de la crise économique et sociale que traverse actuellement le continent,

Constatant avec satisfaction que le Programme des Nations Unies pour le développement a alloué des ressources à la Commission économique pour l'Afrique, au titre de son deuxième cycle de programmation en sa qualité d'agent d'exécution du PNUD,

1. Rend hommage au Secrétaire exécutif et aux fonctionnaires de la CEA pour la qualité remarquable du rapport biennal 1982-1983;
2. Décide que le Secrétaire exécutif continuera de présenter son rapport biennal sur le modèle de celui établi pour la période 1982-1983;
3. Exprime sa préoccupation devant le fait que la Commission ne dispose pas des ressources nécessaires pour procéder à l'évaluation des programmes et projets exécutés;
4. Prie le Secrétaire exécutif de continuer, en coopération avec le Comité de la planification et de la budgétisation des programmes et le Comité du programme et de la coordination, à améliorer les méthodes d'exécution des programmes afin de pouvoir donner aux Etats membres des renseignements sur la rentabilité et l'exécution matérielle des projets;

5. Invite en outre les Etats membres qui ne l'ont pas encore fait, à verser rapidement leurs contributions au Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le développement de l'Afrique;

6. Lance en outre un appel à tous les Etats membres pour qu'ils s'engagent à faire d'importantes contributions au Fonds d'affectation spéciale lors de la cinquième Conférence pour les annonces de contributions qui se tiendra au cours de la onzième réunion de la Conférence des ministres et de la vingtième session de la Commission en avril 1985;

7. Lance également un appel à la communauté internationale, en particulier aux pays développés d'Europe occidentale et orientale et d'Amérique du Nord, au Japon, aux pays membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole ainsi qu'aux autres pays développés qui sont en mesure de le faire et aux institutions financières internationales et régionales pour qu'ils contribuent généreusement au Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le développement de l'Afrique lors de la cinquième Conférence pour les annonces de contributions;

8. Remercie le Programme des Nations Unies pour le développement de l'appui qu'il a prêté aux activités opérationnelles menées par la Commission et l'invite instamment à accroître le montant des ressources qu'il alloue à la Commission afin de permettre à cette dernière de poursuivre son oeuvre utile en tant qu'agent d'exécution du PNUD;

9. Demande au Secrétaire général de l'ONU de fournir davantage de ressources à la Commission économique pour l'Afrique en sa qualité de centre de développement économique et social général pour la région africaine au sein du système des Nations Unies afin de lui permettre d'aider les Etats membres plus efficacement, en particulier à se doter des compétences nécessaires dans le domaine de l'évaluation des programmes et des projets.

PROJET DE RESOLUTION

- 23 (XIX). Renforcement des compétences africaines en matière de science et technique
(Adopté par le Comité intergouvernemental d'experts pour le développement
de la science et de la technique)
(Parrainé par l'Ethiopie, le Mozambique et la Sierra Leone)

La Conférence des ministres,

Rappelant les dispositions des éléments de programme 2.5 et 5.1 du chapitre consacré à la science et à la technique dans le Plan d'action de Lagos pour le développement économique de l'Afrique invitant les Etats membres à mobiliser le potentiel de technologie adaptative de la branche métallurgique du secteur non organisé et à encourager la mise au point des technologies rurales à faible coût,

Rappelant en outre le Programme d'action de Vienne pour la science et la technique au service du développement et son plan opérationnel,

Ayant présentes à l'esprit les dispositions du Plan opérationnel qui autorisent à procéder à mi-parcours de chaque décennie à des évaluations régionales et mondiales de la mise en oeuvre du Programme d'action de Vienne,

Reconnaissant que pour l'Afrique cette évaluation ne signifierait pas seulement la mise en oeuvre du chapitre du Plan d'action de Lagos consacré à la science et à la technique mais constituerait également un élément d'appui précieux pour les efforts que l'OUA, la CEA et les Etats membres déploient pour mettre en oeuvre ledit Plan,

Consciente du rôle de catalyseur que les groupes de travail du Comité intergouvernemental d'experts pour le développement de la science et de la technique créés en application de la résolution 445 (XVII) de la Commission et chargés maintenant de mener leurs activités au niveau sous-régional peuvent jouer dans la mise en valeur des compétences locales en matière de science et de technique et des avantages que ces groupes tireront des résultats de l'évaluation,

Ayant examiné les recommandations du Comité intergouvernemental d'experts pour le développement de la science et de la technique faites à sa deuxième réunion tenue à Addis-Abeba du 14 au 18 novembre 1983,

1. Félicite le secrétariat de la CEA de l'initiative qu'elle a prise de promouvoir, en coopération avec le Gouvernement indien, la mise au point, la démonstration et l'utilisation de technologies adaptées aux zones rurales africaines, ainsi que des efforts qu'elle a déployés en collaboration avec le Centre régional africain de technologie et la German Foundation for International Development en vue de mobiliser le potentiel de technologie adaptative du secteur traditionnel des économies africaines;

2. Invite à cet égard tous les Etats membres à appuyer pleinement et activement le secrétariat de la CEA et les autres organismes de coopération;

3. Exprime sa gratitude au Gouvernement indien et à celui de la République fédérale d'Allemagne pour l'appui financier qu'ils apportent actuellement et qu'ils ont promis d'apporter à l'avenir, afin d'encourager la mise au point de technologies rurales et de mobiliser le potentiel de technologie adaptative des économies africaines;

4. Prie tous les Etats membres, tous les organismes du système des Nations Unies et l'OUA, de tenir compte des recommandations de l'évaluation dans leurs efforts visant à mettre en oeuvre le Chapitre V du Plan d'action de Lagos ainsi que le Programme d'action de Vienne et son Plan opérationnel;

5. Prie instamment tous les Etats membres, les secrétariats de l'OUA et de la CEA et les autres organismes des Nations Unies d'appuyer activement les activités des groupes de travail.

PROJET DE RESOLUTION

24 (XIX). Augmentation des ressources allouées au secteur de l'alimentation et de l'agriculture en Afrique et baisse de rendement enregistrée

par ce secteur

(Projet de résolution présenté par l'Algérie et le Nigéria)

La Conférence des ministres,

Rappelant sa résolution 462 (XVIII) du 2 mai 1983 sur la situation de l'alimentation et de l'agriculture en Afrique,

Ayant examiné le rapport du Secrétaire exécutif sur l'étude détaillée des causes de la contradiction apparente entre l'augmentation des ressources allouées au secteur de l'alimentation et de l'agriculture et la baisse de rendement enregistrée par ce secteur, réalisée en étroite collaboration avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture,

Convaincue de l'extrême utilité de cette étude au niveau aussi bien régional que national,

1. Exprime sa gratitude au Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique et au Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) ainsi qu'à leurs collaborateurs pour leur précieux concours;

2. Demande aux Etats membres d'entreprendre des études de ce genre au niveau national et d'en rendre compte à la Conférence des ministres à sa onzième session;

3. Prie le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique et le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et

l'agriculture (FAO) de fournir, **sur demande, dans la limite des ressources disponibles, une assistance propre à permettre aux Etats membres d'effectuer lesdites études;**

4. Prie en outre le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique de faire rapport à la Conférence des ministres à sa onzième session sur l'application de la présente résolution.

PROJET DE RESOLUTION

25 (XIX). Les femmes africaines et la Conférence mondiale chargée d'examiner et d'évaluer les résultats de la Décennie des Nations Unies pour la femme : égalité, développement et paix (1976-1985)

(Projet de résolution se fondant sur le texte des résolutions adoptées par le Comité régional africain de coordination pour l'intégration de la femme au développement à sa cinquième réunion)

La Conférence des ministres,

Considérant qu'il importe d'organiser d'urgence et efficacement les préparatifs d'une réunion intergouvernementale régionale préparatoire en vue de la Conférence mondiale de la Décennie des Nations Unies pour la femme : égalité, développement et paix prévue en terre africaine, à Nairobi, du 15 au 26 juillet 1985,

Réaffirmant la nécessité de définir une position africaine commune à la Conférence mondiale,

Appréciant les efforts déployés par la Commission économique pour l'Afrique qui ont abouti à la création des comités sous-régionaux et du Comité régional africain de coordination pour l'intégration de la femme au développement en vue d'assurer la participation des femmes aux organes délibérants de la Commission,

Notant avec satisfaction l'importance du rôle joué par les comités sous-régionaux et le Comité régional africain de coordination pour l'intégration de la femme au développement ainsi que l'extrême utilité des avis qu'ils ont fournis aussi bien dans leurs interventions que dans leurs résolutions visant à promouvoir l'avancement de la femme africaine,

Prenant note du rapport de la cinquième réunion du Comité régional africain de coordination pour l'intégration de la femme au développement,

1. Prie instamment les Etats membres de la CEA d'apporter aux comités sous-régionaux et au Comité régional africain de coordination pour l'intégration de la femme au développement les ressources financières et l'appui nécessaires à l'exécution des programmes pertinents adoptés;

2. Exprime sa gratitude à la République-Unie de Tanzanie pour avoir offert d'accueillir la Réunion intergouvernementale régionale préparatoire en vue de la Conférence mondiale chargée d'examiner et d'évaluer les résultats de la Décennie des Nations Unies pour la femme : égalité, développement et paix/Troisième Conférence régionale sur l'intégration de la femme au développement en septembre 1984 à Arusha;

3. Se félicite de nouveau des efforts déployés par le Gouvernement kényen en prévision de la Conférence mondiale et assure le Gouvernement, les femmes et le peuple du Kenya de l'appui total de toutes les femmes africaines ainsi que des gouvernements de leurs pays aux efforts qu'ils déploient pour accueillir la Conférence;

4. Demande de nouveau aux secrétariats de la Commission économique pour l'Afrique et de l'Organisation de l'unité africaine de redoubler d'efforts pour préparer conjointement la Réunion intergouvernementale régionale préparatoire/Troisième Conférence régionale;

5. Réitère son appel aux Etats membres africains pour qu'ils apportent leur soutien total à la Réunion intergouvernementale régionale préparatoire/Troisième Conférence régionale et veillent à y participer le plus efficacement possible et au plus haut niveau;

6. Prie instamment la Réunion intergouvernementale préparatoire/Troisième Conférence régionale d'examiner et d'adopter des stratégies à long terme pour la promotion des femmes africaines d'ici à l'an 2000, en particulier des stratégies concernant les femmes vivant en régime d'apartheid, les femmes réfugiées et déplacées, les femmes travaillant dans les secteurs de l'agriculture, de la production alimentaire et dans le développement industriel, lesquelles devraient être présentées, par l'intermédiaire du Secrétaire exécutif de la Commission, à la Conférence des ministres à sa onzième réunion;

7. Lance un appel aux Etats membres pour qu'ils contribuent au Fonds spécial pour la Conférence mondiale chargée d'examiner et d'évaluer en 1985 les résultats de la Décennie des Nations Unies pour la femme afin de faciliter notamment la participation des pays membres les moins avancés à la Réunion intergouvernementale régionale préparatoire et à la Conférence mondiale;

8. Prie le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique de faire rapport au Comité régional africain de coordination à sa sixième réunion et à la Conférence des ministres à sa onzième réunion sur l'application de la présente résolution.

PROJET DE RESOLUTION

26(XIX). La femme africaine et le développement : mobilisation des ressources humaines et financières au titre du programme de la CEA en faveur de la femme au-delà de la Décennie des Nations Unies pour la femme

Projet de résolution fondé sur le texte des résolutions adoptées par le Comité régional africain de coordination, pour l'intégration de la femme au développement à sa cinquième réunion

La Conférence des ministres,

Consciente que les buts et objectifs de la Décennie des Nations Unies pour la femme : égalité, développement et paix n'ont pas encore été entièrement réalisés, notamment en Afrique,

Notant avec préoccupation que les efforts déployés par les Etats membres et la communauté internationale n'ont pas encore permis aux femmes africaines de participer, à part entière et sur un même pied d'égalité, au processus de développement,

Considérant que les mécanismes nationaux, sous-régionaux et régionaux pour l'intégration de la femme au développement doivent bénéficier de ressources humaines et financières accrues pour pouvoir réaliser l'ensemble des objectifs qui leur avaient été assignés dans le cadre de la promotion de la femme africaine,

Rappelant la résolution 33/143 de l'Assemblée générale, en date du 20 décembre 1978, dans laquelle il est demandé au Secrétaire général de porter la proportion des femmes occupant, dans l'Organisation des Nations Unies, des postes soumis à la répartition géographique à 25 p. 100 dans les quatre années à venir,

Notant avec préoccupation les lenteurs dans le processus de recrutement des femmes au sein du système des Nations Unies,

Rappelant en outre la résolution 37/235 de l'Assemblée générale, en date du 21 décembre 1982, dans laquelle le Secrétaire général est prié de redoubler d'efforts pour appliquer intégralement les dispositions des résolutions 33/143 du 20 décembre 1978 et 35/210 du 17 décembre 1980,

Profondément préoccupée par le fait que la proportion des femmes occupant des postes d'administrateur au secrétariat de la Commission économique pour l'Afrique est l'une des plus faibles au sein du secrétariat de l'Organisation des Nations Unies, qu'elle est loin d'être satisfaisante et reste nettement en deçà des objectifs fixés par l'Assemblée générale,

Rappelant la résolution 27/1978 du Conseil économique et social en date du 5 mai 1978 dans laquelle il était recommandé à l'Assemblée générale de prévoir, en les prélevant sur le budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies, les ressources financières et le personnel nécessaires aux centres régionaux de recherche et de formation pour la femme,

Rappelant également la résolution 21 adoptée par la Conférence mondiale de la Décennie des Nations Unies pour la femme tenue du 14 au 30 juillet à Copenhague et entérinée par l'Assemblée générale dans sa résolution 35/136 du 11 décembre 1980, dans laquelle il était demandé au Secrétaire général d'envisager, à titre provisoire, d'examiner la possibilité de redéployer les postes devenus vacants dans les commissions régionales au profit du programme en faveur des femmes,

Rappelant en outre la résolution 38/106 de l'Assemblée générale en date du 16 décembre 1983 dans laquelle l'Assemblée générale, entre autres dispositions, priait le Secrétaire général, en consultation avec les secrétaires exécutifs des commissions régionales, d'assurer le maintien de tous les postes, temporaires et permanents, d'administrateurs hors classe responsables des programmes pour les femmes dans les commissions régionales, et ce, dans les limites de leur budget ordinaire,

Réitérant l'appel qu'il avait lancé aux gouvernements africains et aux mécanismes nationaux pour qu'ils fassent en sorte que leur mission permanente auprès de l'Organisation des Nations Unies ainsi que leurs représentants à la cinquième Commission de l'Assemblée générale soient bien au fait des besoins essentiels des femmes africaines et se prononcent en faveur d'un soutien accru de l'Organisation aux programmes en faveur de la femme,

1. Fait appel aux Etats membres pour qu'ils prennent les mesures qui s'imposent afin que davantage de femmes soient recrutées ou promues notamment à des postes de rang élevé et de responsabilité dans le système des Nations Unies;

2. Prie instamment le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique de redoubler d'efforts pour accroître, à la Commission, le nombre des Africaines, en particulier au niveau de l'élaboration des politiques et de la prise de décisions;

3. Exprime sa gratitude au Programme des Nations Unies pour le développement, au Fonds de contributions volontaires pour la Décennie des Nations Unies pour la femme et à la communauté internationale pour l'assistance financière et technique qu'ils ont accordée au programme de la CEA en faveur de la femme;

4. Prie instamment les Etats membres de la CEA de fournir aux comités sous-régionaux et au Comité régional africain de coordination pour l'intégration de la femme au développement les ressources financières et l'appui nécessaires pour qu'ils puissent jouer plus efficacement leur rôle d'organisations intergouvernementales africaines et d'organes subsidiaires de la Commission;

5. Demande au Secrétaire exécutif de la CEA d'organiser, le plus tôt possible, une conférence spéciale d'annonce de contributions au profit des programmes régionaux et sous-régionaux en faveur de la femme;

6. Prie instamment le Secrétaire général de l'ONU et le Secrétaire exécutif de la CEA de ne ménager aucun effort pour doter le Centre africain de recherche et de formation pour la femme et les programmes des MULPOC en faveur de la femme d'un nombre minimum de postes financés par imputation au budget ordinaire, en utilisant des postes actuellement vacants dans d'autres services et en prévoyant, à cette fin, des crédits au titre du budget ordinaire pour 1986/87, de façon à assurer le fonctionnement dudit centre et desdits programmes au-delà de la Décennie des Nations Unies pour la femme;

7. Prie des Etats membres de veiller à ce que les cadres féminins moyens et supérieurs puissent bénéficier de toutes les possibilités de formation aux techniques de conception, de gestion et de suivi des projets;

8. Prie les mécanismes nationaux d'intégration de la femme au développement et les services de planification intéressés de faire en sorte que les projets intéressant les femmes soient intégrés aux plans nationaux de développement et que dans ces projets les besoins des femmes pauvres des milieux urbains et des zones rurales soient dûment pris en considération;

9. Lance un appel aux Etats membres et gouvernements africains dotés d'un personnel qualifié pour qu'ils le mettent à la disposition des autres pays, et ce, conformément aux principes d'autonomie collective et de coopération technique entre pays en développement (CTPD) énoncés dans le Plan d'action de Lagos;

10. Lance également un appel au Programme des Nations Unies pour le développement, au Fonds de contributions volontaires pour la Décennie des Nations Unies pour la femme et à tous les organismes des Nations Unies pour qu'ils redoublent d'efforts et fournissent aux femmes africaines, en temps voulu et de manière efficace, une assistance technique notamment en matière de formation, de bourses et de services de consultants.

PROJET DE RESOLUTION

27 (XIX). Quatrième foire commerciale panafricaine

(Projet de résolution se fondant sur le texte de la résolution adoptée par le Comité ministériel chargé d'évaluer les progrès réalisés dans le domaine des questions commerciales et financières en vue du développement de l'Afrique à sa troisième réunion)

La Conférence des ministres,

Ayant examiné le rapport de la troisième réunion du Comité ministériel chargé d'évaluer les progrès réalisés dans le domaine des questions commerciales et financières en vue du développement de l'Afrique, tenue du 9 au 14 mai 1984 à Addis-Abeba (Ethiopie),

Ayant à l'esprit les recommandations du Plan d'action de Lagos,

Rappelant les décisions prises antérieurement, en particulier celles prises par la Conférence des ministres africains du commerce à sa septième session, tenue à Addis-Abeba du 1er au 4 février 1982,

Reconnaissante de l'offre faite par le Togo d'accueillir la quatrième Foire panafricaine,

Consciente de ce que les précédentes foires commerciales panafricaines tenues à Nairobi, Alger et Khartoum ont eu des effets bénéfiques pour l'activation du commerce intra-africain,

Reconnaissant avec satisfaction la contribution financière du Conseil des ministres de l'OUA à l'organisation des foires commerciales panafricaines,

1. Décide d'accepter l'offre faite par le Togo d'accueillir en 1985 la quatrième Foire commerciale panafricaine;

2. Décide en outre que les Etats membres suivants : Algérie, Angola, Congo, Egypte, Ethiopie, Gabon, Guinée-Bièssau, Jamahiriya arabe libyenne, Malawi, Nigéria, Soudan (qui a accueilli la dernière Foire), Ouganda, Swaziland, Togo et Zimbabwe constitueront le Comité d'organisation de la quatrième Foire commerciale panafricaine sous la présidence du Togo;

3. Demande au Secrétaire exécutif de lancer un appel au Conseil des ministres de l'OUA, par l'intermédiaire du Secrétaire général de l'OUA, pour qu'il continue à subventionner les foires commerciales panafricaines, en particulier la quatrième Foire commerciale panafricaine qui doit se tenir à Lomé (République du Togo).

PROJET DE RESOLUTION

- 28 (XIX). Association des organisations africaines de promotion commerciale
(Projet de résolution se fondant sur le texte de la résolution adoptée par le Comité ministériel chargé d'évaluer les progrès réalisés dans le domaine des questions commerciales et financières en vue du développement de l'Afrique à sa troisième réunion)

La Conférence des ministres,

Ayant examiné le rapport de la troisième réunion du Comité ministériel chargé d'évaluer les progrès réalisés dans le domaine des questions commerciales et financières en vue du développement de l'Afrique, tenue du 9 au 14 mai 1984 à Addis-Abeba (Ethiopie),

Notant avec satisfaction les efforts déployés par l'Association pour atteindre ses objectifs et mobiliser des fonds extra-budgétaires en vue d'exécuter son programme de travail,

Consciente que l'Association pourrait contribuer considérablement à l'expansion du commerce intra-africain si elle bénéficiait de l'encouragement et de l'appui des pays africains,

Lance un appel pressant :

- a) A tous les Etats membres de l'Association pour qu'ils versent sans plus tarder, s'ils ne l'ont pas encore fait, leurs contributions au budget de l'Association,
- b) Aux pays africains pour qu'ils adhèrent au plus tôt, s'ils ne l'ont pas encore fait, à l'Association,
- c) Au Secrétaire exécutif de la CEA et au Secrétaire général de l'OUA pour qu'ils continuent à aider l'Association dans les efforts qu'elle déploie en vue de mobiliser l'assistance technique et financière extérieure requise pour l'exécution de son programme de travail,
- d) A la Communauté économique européenne, au Centre du commerce international (CCI), à la CNUCED, aux autres organisations internationales et aux pays donateurs pour qu'ils examinent favorablement les demandes d'assistance technique et financière présentées par l'Association.

PROJET DE RESOLUTION

29 (XIX). Création de la Fédération africaine des chambres de commerce

Projet de résolution se fondant sur le texte de la résolution adoptée par le Comité ministériel chargé d'évaluer les progrès réalisés dans le domaine des questions commerciales et financières en vue du développement de l'Afrique à sa troisième réunion

La Conférence des ministres,

Consciente de la nécessité d'entreprendre d'urgence une action concertée en ce qui concerne l'application des mesures définies dans le Plan d'action de Lagos de façon à réaliser rapidement les objectifs que sont l'autonomie collective ainsi que le développement et la croissance économique endogènes des pays africains,

Rappelant l'alinéa ii) du paragraphe 250 du chapitre VII du Plan d'action de Lagos, dans lequel les gouvernements sont instamment priés d'encourager et de faciliter la création de chambres de commerce nationales (là où elles font défaut) dont seraient membres les sociétés commerciales tant privées que d'Etat, en vue de mettre en place des associations sous-régionales (partout où il n'en existe pas encore) et de contribuer à la création, au plus tard en 1985, d'une fédération africaine des chambres de commerce,

Convaincue que les chambres de commerce nationales et les fédérations, associations ou unions de chambres de commerce peuvent jouer un rôle crucial dans l'expansion et la promotion du commerce intra-africain,

Prenant acte avec satisfaction des efforts déployés jusqu'ici par les chambres de commerce nationales de la région, la Commission économique pour l'Afrique (CEA) et l'Association des organisations africaines de promotion commerciale (AOAPC) ainsi que par d'autres organisations et divers pays du continent en vue de créer ladite Fédération,

Prenant en outre acte du rapport de la troisième réunion du Comité ministériel chargé d'évaluer les progrès réalisés dans le domaine des questions commerciales et financières en vue du développement de l'Afrique, tenue du 9 au 14 mai 1984 à Addis-Abeba (Ethiopie),

1. Demande aux chambres de commerce africaines de décider sans plus tarder de nommer un représentant national pour participer à la réunion inaugurale de la Fédération africaine des chambres de commerce ainsi qu'il est stipulé dans les statuts adoptés à la réunion des chambres de commerce africaines tenue ~~en~~ au Caire en novembre 1983;

2. Demande en outre aux gouvernements africains d'appuyer sans réserve les associations nationales de chambres de commerce afin qu'elles puissent participer pleinement aux activités de la Fédération africaine des chambres de commerce.

PROJET DE RESOLUTION

30 (XIX). Développement des échanges intra-africains

(Projet de résolution se fondant sur le texte de la résolution adoptée par le Comité ministériel chargé d'évaluer les progrès réalisés dans le domaine des questions monétaires et financières en vue du développement de l'Afrique à sa troisième réunion)

La Conférence des ministres,

Consciente de l'importance capitale que le Plan d'action et l'Acte final de Lagos accordent à la promotion des échanges intra-africains sur laquelle doit reposer la stratégie africaine de développement socio-économique et d'autonomie collective,

Consciente de la nécessité de créer des groupements économiques sous-régionaux en Afrique et de les renforcer en vue d'instituer un marché commun africain d'ici à 1990 tel que le préconise le Plan d'action de Lagos,

Ayant présente à l'esprit la contribution capitale qu'a apportée le projet relatif au développement des échanges intra-africains et de la coopération monétaire et financière, financé par le PNUD, au titre de la réalisation des objectifs susmentionnés,

Notant avec satisfaction que ce projet a contribué à la création de la Zone d'échanges préférentiels des Etats de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe, de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale et d'autres institutions d'appoint, ainsi qu'à renforcer les groupements économiques en place,

Notant en outre la nécessité impérieuse de continuer à aider les organismes nouvellement créés à se développer et à établir des liens entre les différents groupements économiques en vue de faciliter la mise en place progressive d'un marché commun africain,

Prenant note du rapport de la troisième réunion du Comité ministériel chargé d'évaluer les progrès réalisés dans le domaine des questions monétaires et financières en vue du développement de l'Afrique qui s'est tenue du 9 au 14 mai 1984 à Addis-Abeba (Ethiopie),

1. Déplore que la CEA ne dispose pas des ressources nécessaires en vue de poursuivre l'exécution du projet en dépit des résultats encourageants enregistrés jusqu'ici dans le cadre de l'exécution du Plan d'action de Lagos et de l'Acte final de Lagos, en particulier dans le domaine de la promotion du commerce intra-africain;
2. Exprime sa gratitude au PNUD pour avoir fourni les ressources financières nécessaires à l'exécution du projet entre 1979 et 1982;
3. Invite les Etats membres de la CEA à promouvoir le commerce intra-africain et à faciliter ledit commerce, notamment en éliminant les barrières non matérielles;
4. Invite tous les pays et organismes africains, notamment la Banque africaine de développement (BAD) et la Banque arabe pour le développement économique de l'Afrique (BADEA), à financer les activités menées dans ce domaine;
5. Demande au Conseil d'administration du PNUD d'évaluer les résultats du projet et d'envisager la possibilité de fournir à nouveau un appui financier à la CEA afin de lui permettre de continuer à aider les Etats membres africains à développer les échanges intra-africains et la coopération monétaire et financière en Afrique.

PROJET DE RESOLUTION

31 (XIX). Assistance de la CEA et de l'OUA aux pays africains
dans les négociations internationales

Projet de résolution découlant de la troisième réunion du Comité ministériel chargé d'évaluer les progrès réalisés dans le domaine des questions monétaires et financières pour le développement de l'Afrique

La Conférence des ministres,

Rappelant la résolution sur la participation de l'Afrique aux négociations internationales figurant à l'annexe III du Plan d'action de Lagos, notamment le paragraphe 3 du dispositif de ladite résolution,

Considérant les efforts louables que les secrétariats de l'OUA et de la CEA ont déployés pour mettre en œuvre cette résolution, notamment en apportant un appui logistique et technique à la préparation des négociations internationales par les pays africains,

Prenant note du rapport de la troisième réunion du Comité ministériel chargé d'évaluer les progrès réalisés dans le domaine des questions monétaires et financières pour le développement de l'Afrique qui s'est tenue du 9 au 14 mai 1984 à Addis-Abeba (Ethiopie),

1. Prie les secrétariats de la CEA et de l'OUA d'intensifier et d'améliorer leur assistance technique et logistique aux pays africains, non seulement lors des réunions et travaux préparatoires précédant les négociations internationales sur les questions de développement mais aussi au cours des négociations proprement dites;

2. Demande aux deux secrétariats d'aider les pays africains, lors de la préparation des négociations internationales, à définir une stratégie comportant des solutions aux problèmes qui seront débattus;

3. Prie en outre les secrétariats de fournir au Groupe africain une assistance au cours des négociations internationales, notamment en organisant régulièrement des réunions de concertation pour faire le point des négociations et réajuster éventuellement la stratégie à adopter compte tenu de l'évolution des négociations;

4. Demande de nouveau aux deux secrétariats de procéder à une évaluation des résultats de chaque conférence internationale en analysant les questions et problèmes qui se posent et en proposant aux pays africains les mesures qu'il conviendrait de prendre face aux problèmes en souffrance.

PROJET DE RESOLUTION

32. (XIX). Etablissements humains

Projet de résolution présenté par le Sénégal, le Bénin, la
Guinée et la Côte d'Ivoire

La Conférence des ministres,

Rappelant ces résolutions 316 (XIII) du 1er mars 1977 portant création du Comité régional intergouvernemental sur les établissements humains et l'environnement, 358 (XIV) du 27 mars 1977 sur les arrangements institutionnels en matière d'établissements et 408 (XVI) du 10 avril 1981 dans laquelle elle a approuvé l'inclusion dans le mandat du Comité régional intergouvernemental de l'étude des questions sur l'environnement,

Rappelant en outre la résolution 8 (IV) de la quatrième Conférence des ministres de l'industrie en date du 26 novembre 1977,

Prenant note de la résolution 37/221 de l'Assemblée générale du 20 décembre 1982 sur "l'Année internationale du logement des sans-abri",

Ayant examiné le rapport 1/ de la deuxième réunion du Comité régional intergouvernemental mixte des établissements humains et de l'environnement tenue à Addis-Abeba du 16 au 19 janvier 1984 et les résolutions adoptées à cette réunion,

Appréciant les activités entreprises par la CEA pour le développement des industries des matériaux de construction et du bâtiment,

Convaincue que les besoins en matière d'habitat et de construction demeurent le principal obstacle aux efforts de développement de l'ensemble des Etats membres et que ces derniers devraient constamment bénéficier d'une assistance devant leur permettre de lever cet obstacle,

1/ E/ECA/HUS/ENV/2 ou E/ECA/CM.10/13.

Fait siens le rapport et les résolutions adoptés par le Comité régional intergouvernemental mixte des établissements humains et de l'environnement à sa deuxième réunion;

Prie instamment les Etats membres, en collaboration avec le secrétariat de la CEA, de prendre les mesures propres à assurer l'exécution des activités spécifiques définies dans les résolutions adoptées par le Comité régional intergouvernemental mixte des établissements humains et de l'environnement ;

Lance un appel aux Etats membres pour qu'ils prennent, en collaboration avec le secrétariat de la CEA, les mesures propres à assurer la participation de la région africaine à l'ensemble des activités de "l'Année internationale pour le logement des sans-abri" ;

Recommande que soit renforcée la coopération entre le secrétariat de la CEA, le CNUEH, la FAO, l'OIT, l'ONUDI et toutes les organisations non-gouvernementales et intergouvernementales en vue de promouvoir les activités en matière d'établissements humains dans la région africaine ;

Prie le Secrétaire exécutif de la CEA de prendre les mesures nécessaires pour assurer l'application de la présente résolution.

PROJET DE RESOLUTION

33(XIX). Evaluation, harmonisation et/ou intégration des activités des institutions multinationales africaines parrainées par la CEA et l'OUA

La Conférence des ministres,

Rappelant sa résolution 477 (XVIII), instituant le Comité spécial chargé de l'évaluation de l'harmonisation et/ou de l'intégration des activités des institutions multinationales africaines parrainées par la CEA et l'OUA, dans laquelle elle priait le Comité spécial de soumettre son rapport à la dixième réunion de la Conférence des ministres de la CEA, ainsi que le paragraphe 264 i) du Plan d'action de Lagos,

Ayant examiné le rapport du Comité spécial,

1. Félicite le Comité spécial pour son rapport et en accepte les conclusions et les recommandations, notamment celle selon laquelle il serait souhaitable de prolonger le mandat du Comité spécial afin de lui permettre d'achever ses travaux;

2. Invite tous les Etats membres du Comité spécial à prendre part à ses travaux et à redoubler d'efforts pour appliquer la résolution 477 (XVIII);

3. Décide que :

i) Le mandat du Comité spécial sera prolongé pour une période d'un an afin qu'il puisse notamment :

a) se rendre, si nécessaire auprès des institutions parrainées par la CEA et l'OUA qu'il n'a pu visiter;

b) procéder à une étude plus détaillée de programmes concrets et spécifiques en vue de coordonner, d'harmoniser et/ou d'intégrer les activités des institutions parrainées par la CEA et l'OUA et, éventuellement, de dissoudre certaines de ces institutions;

ii) Les chefs de secrétariat des institutions parrainées par la CEA et l'OUA présenteront, aux fins de l'application de la résolution

477 (XVIII), des rapports intérimaires et des informations pertinents au Comité spécial lors d'une réunion qui se tiendra au siège de la CEA entre ces institutions et le Comité spécial, en décembre 1984 et dont la date exacte sera déterminée par le Secrétaire exécutif;

iii) Le Comité spécial présentera son deuxième rapport à la onzième réunion de la Conférence des ministres de la CEA;

4. Prie le Secrétaire exécutif, le Secrétaire général de l'OUA et l'Administrateur du PNUD d'accorder tout le soutien technique et logistique possible au Comité spécial;

5. Prie les Etats membres des institutions parrainées par la CEA et l'OUA d'accorder à ces institutions, de toute urgence, et conformément au paragraphe 264 ii) du Plan d'action de Lagos, le soutien politique et financier requis afin de leur permettre de poursuivre leur action et de fonctionner de façon efficace et effective.

34 (XIX). PROJET DE RESOLUTION SUR LA DETTE EXTERIEURE DES PAYS AFRICAINS

(Projet de résolution présenté par le Maroc et la Tunisie)

La Conférence des ministres,

Notant le rythme auquel la dette extérieure des pays africains a augmenté, en particulier au cours des quatre dernières années, et les difficultés que nombre d'entre eux éprouvent à respecter leurs obligations au titre du remboursement de leur dette extérieure,

Consciente de la nécessité d'adopter aux niveaux national, régional et international des mesures permettant de faire face à cette situation,

Notant qu'une réunion ministérielle régionale sur la dette extérieure des pays africains doit se tenir du 18 au 20 juin 1984 à Addis-Abeba,

Consciente de la nécessité d'assurer le succès de la réunion et de maintenir la date initialement prévue pour sa tenue,

1. Décide que la réunion ministérielle serait précédée d'une réunion d'experts dont l'objectif serait d'étudier les problèmes fondamentaux et de formuler des recommandations à la réunion ministérielle;

2. Décide en outre que la réunion d'experts se tiendrait du 14 au 16 juin 1984 et la réunion ministérielle du 18 au 20 juin 1984;

3. Autorise que les recommandations de la réunion ministérielle régionale sur la dette extérieure des pays africains soient annexées au mémorandum spécial sur la crise économique en Afrique qui doit être présenté au Conseil économique et social à sa prochaine session.

PROJET DE RESOLUTION

35 (XIX). Session de la CommissionProjet de résolution présenté par l'Ethiopie et le NigériaLa Conférence des ministres,

Rappelant la résolution 330 (XIV) de la CEA, en date du 27 mars 1979, sur la restructuration des mécanismes intergouvernementaux pour le développement et la coopération en Afrique, dans laquelle la Commission a décidé de se réunir une fois par an, quoique à titre expérimental,

Rappelant également que cette décision a été motivée par le fait : i) que l'Afrique risquait de connaître au cours des années 80 une situation économique difficile, ii) qu'il est nécessaire de continuer à collaborer étroitement avec l'Organisation de l'unité africaine dont les réunions sont annuelles,

Avant examiné la proposition du Conseil économique et social à ses organes subsidiaires dont les réunions sont actuellement annuelles d'envisager, à titre expérimental, de ne se réunir qu'une fois tous les deux ans et de lui faire rapport en 1984,

Constatant que la situation économique que connaît l'Afrique depuis 1979 s'est en fait aggravée et exige, plus que jamais, une coopération plus étroite et des consultations périodiques entre les Etats membres,

Consciente du fait que la Commission économique pour l'Afrique est le seul organisme économique régional chargé de sensibiliser l'Organisation de l'unité africaine et la communauté internationale, par l'intermédiaire du Conseil économique et social et de l'Assemblée générale des Nations Unies, aux problèmes économiques et sociaux des pays de la région, et qu'elle est ainsi appelée à suivre constamment l'état d'avancement du Plan d'action et de l'Acte final de Lagos ^{1/}, ainsi que la situation économique et sociale du continent qui exige l'organisation de consultations périodiques et les multiples négociations internationales appelant l'adoption d'une position africaine commune,

Consciente également du fait que la participation de la Commission aux activités de planification, de programmation, de suivi et d'évaluation au sein de l'Organisation des Nations Unies exige l'examen, une fois tous les deux ans, des projets de plans à moyen terme, des éléments des budgets-programmes biennaux et des rapports sur l'exécution des programmes de la Commission,

Décide de continuer à se réunir une fois par an, en attendant que la question soit réexaminée par la Commission à sa vingt-troisième session et à la quatorzième réunion de la Conférence des ministres en 1988.

PROJET DE RESOLUTION

36 (XIX). Renforcement de la coopération sous-régionale et régionale

Projet de résolution présenté par le Congo, la
Gambie, le Zaïre et la Zambie

La Conférence des ministres,

Rappelant ses résolutions 335 (XIV) du 27 mars 1979, 418 (XVI) du 10 avril 1981 et 450 (XVII) du 30 avril 1983 relatives aux centres multinationaux de programmation et d'exécution de projets (MULPOC), sa résolution 479 (XVII) du 3 mai 1983 sur le renforcement des MULPOC et la résolution 37/138 de l'Assemblée générale des Nations Unies, en date du 17 décembre 1982, concernant le financement, au titre du budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies, des postes permanents des MULPOC, et prenant note du rôle de catalyseur qu'ont joué et continuent de jouer les MULPOC en aidant les Etats membres à s'acquitter de leur engagement à promouvoir la coopération et l'intégration sous-régionales et régionales,

Rappelant également le Plan d'action de l'Acte final de Lagos adopté par la Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine, à sa deuxième session extraordinaire consacrée aux problèmes économiques de l'Afrique tenue les 28 et 29 avril 1981 à Lagos (Nigeria) et, en particulier, les dispositions relatives au renforcement ou, le cas échéant, à la création de groupements économiques sous-régionaux et régionaux en tant que moyen de progresser vers la création d'une communauté économique africaine d'ici l'an 2000,

Rappelant en outre avec satisfaction les efforts constants visant à renforcer davantage la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) créée le 28 mai 1975; la création, le 21 décembre 1981, de la Zone d'échanges préférentiels des Etats de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe (ZEP) et la création, le 18 octobre 1983, de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale,

Consciente des activités menées par les différentes organisations intergouvernementales ou sous-régionales concernant le développement économique et social de l'Afrique,

Notant avec satisfaction l'assistance globale fournie, au fil des ans, par le PNUD en vue de la coopération et de l'intégration sous-régionales et régionales en Afrique,

Convaincue de la nécessité de continuer à renforcer la coopération et l'intégration sous-régionales et régionales entre les Etats membres en tant que moyen de progresser vers la création, d'ici l'an 2000, de la Communauté Economique africaine, tel que préconisé dans le Plan d'action et l'Acte final de Lagos,

1. Lance un appel aux Etats membres qui ne l'ont pas encore fait, pour qu'ils signent et ratifient le Traité portant création de la Zone d'échanges préférentiels pour les Etats de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe;

2. Prie instamment les Etats membres qui ont signé le Traité portant création de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique centrale de ratifier ledit Traité aussitôt que possible et au plus tard en décembre 1984;

3. Lance un appel aux Etats membres pour qu'ils accordent aux MULPOC un soutien accru en contribuant généreusement au Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le développement de l'Afrique au titre de projets aussi bien de caractère général que spécifique, et en détachant, si possible, à leurs frais et pour de courtes périodes, des experts auprès des MULPOC;

4. Prie instamment les Etats membres et les organisations intergouvernementales des différentes sous-régions de se servir des MULPOC en tant qu'agents d'exécution de leurs projets spécifiques respectifs;

5. Renouvelle son appel au PNUD pour qu'il apporte une assistance financière aux activités opérationnelles des MULPOC, en plus de l'assistance qu'il prête actuellement au programme en faveur de la femme;

6. Prie le Secrétaire exécutif de la Commission Economique pour l'Afrique de redoubler d'efforts pour mobiliser les fonds nécessaires aux activités opérationnelles des MULPOC;

7. Lance un appel aux institutions spécialisées et autres organismes des Nations Unies pour qu'ils accordent à l'Afrique une assistance financière et autre en vue de l'exécution des projets sous-régionaux et régionaux dont l'ultime objectif est la création, d'ici l'an 2000, d'une communauté économique africaine, et ce, conformément aux dispositions du Plan d'action et de l'Acte final de Lagos;

8. Demande à tous les organismes des Nations Unies de collaborer plus étroitement avec les MULPOC à l'exécution des programmes et projets multinationaux et sous-régionaux.

PROJET DE RESOLUTION

37 (XIX). Tourisme

(Projet de résolution parrainé par l'Egypte et le Mali)

La Conférence des ministres,

Consciente de l'importance du tourisme pour le développement économique et social,

Tenant compte de ce que l'expansion du tourisme intra-africain exige des efforts collectifs à l'échelle régionale, selon les principes du Plan d'action de Lagos,

Notant que doit se tenir à Niamey, en octobre 1984, la Conférence régionale africaine sur le tourisme et la coopération,

1. Prie instamment les Etats membres de participer au plus haut niveau à la Conférence régionale africaine sur le tourisme et la coopération.

2. Demande au secrétariat de la CEA de présenter à ladite Conférence les études et la documentation pertinentes disponibles.

PROJET DE RESOLUTION

38 (XIX). Réunions des organes directeurs des MULPOC, février/avril 1984

(Projet de résolution présenté par : Gabon, Guinée, Rwanda,
et Soudan)

La Conférence des ministres,

Rappelant sa résolution 311 (XIII) du 1er mars 1977 relative à la création des Centres multinationaux de programmation et d'exécution de projets (MULPOC) de Lusaka (Zambie), de Gisenyi (Rwanda), de Yaoundé (Cameroun), de Niamey (Niger), et de Tanger (Maroc),

Rappelant en outre sa résolution 296 (XIII) également en date du 1er mars 1977 sur l'importance et la nécessité de la coopération économique,

Consciente du rôle vital que jouent les MULPOC dans la promotion de la coopération sous-régionale entre les Etats membres et de leur intégration dans le cadre du Plan d'action et de l'Acte final de Lagos,

Prenant acte des programmes de travail adoptés par le Conseil des ministres des MULPOC réuni à Conakry (Guinée) du 14 au 16 février 1984, à Brazzaville (Congo) du 27 au 29 février 1984, à Addis-Abeba (Ethiopie) du 12 au 14 mars 1984, à Kinshasa (Zaire) les 23 et 24 mars 1984, et par les plénipotentiaires du MULPOC de l'Afrique du Nord réunis à Tanger (Maroc) les 31 mars et 1er avril 1984,

1. Rend hommage aux Centres multinationaux de programmation et d'exécution de projets (MULPOC) pour les résultats qu'ils ont obtenus en matière de coopération et d'intégration économiques et les prie instamment d'intensifier leurs activités dans ce domaine;

2. Fait siennes les résolutions du Conseil des ministres des MULPOC et des plénipotentiaires du MULPOC de l'Afrique du Nord qui figurent aux annexes I (Lusaka), II (Gisenyi), III (Yaoundé), IV (Niamey) et V (Tanger).

39 (XIX). Mise en oeuvre de la Stratégie internationale du développement pour la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement

(Projet de résolution présenté par l'Ethiopie, le Kenya, le Lesotho, la Jamahiriya arabe libyenne et la Guinée)

La Conférence des ministres,

Rappelant la résolution 35/56 de l'Assemblée générale, en date du 5 décembre 1980, qui en annexe contient la Stratégie internationale du développement pour la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement,

Rappelant également la résolution 37/202 de l'Assemblée générale, en date du 20 décembre 1982, dans laquelle l'Assemblée réaffirme la décision d'effectuer en 1984 la première opération d'examen global et d'évaluation des progrès réalisés dans l'application des mesures ainsi que dans la réalisation des buts et objectifs de la Stratégie internationale du développement pour la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement,

Rappelant en outre la résolution 38/152 de l'Assemblée générale, en date du 19 décembre 1983, dans laquelle l'Assemblée déplore profondément qu'on n'ait pas réussi à ouvrir les négociations qui doivent être l'un des principaux instruments de la mise en oeuvre de la Stratégie internationale du développement,

Vivement préoccupée par l'absence de progrès réels dans la mise en oeuvre de la Stratégie internationale du développement en Afrique,

Rappelant que la Stratégie devrait avoir pour principal objet de promouvoir le développement des pays en développement conformément aux objectifs du nouvel ordre économique international,

Convaincue que des mesures économiques contraignantes ont des effets néfastes sur l'économie des pays en développement ainsi que sur leurs efforts de développement économique et social et entravent gravement la mise en oeuvre de la Stratégie internationale du développement,

Notant que pour assurer le succès de la Stratégie internationale du développement des mesures propres à instaurer la confiance dans les relations économiques internationales sont nécessaires,

1. Prie instamment les gouvernements des Etats membres de la Commission de redoubler d'efforts pour éliminer les obstacles à la réalisation des principaux buts et objectifs de la Stratégie;
2. Invite les Etats membres de la Commission à porter à l'attention du Conseil économique et social, à sa session d'été en 1984, les points de vue des pays africains sur les obstacles à la réalisation des principaux buts et objectifs de la Stratégie;
3. Prie en outre le Secrétaire exécutif d'établir un rapport sur l'état d'avancement de la Stratégie internationale du développement dans la région et de le soumettre à la Commission à sa vingtième session.

PROJET DE RESOLUTION

40 (XIX). Mémorandum spécial de la CEA sur la situation sociale et économique en Afrique

(Destiné au Conseil économique et social)

La Conférence des ministres,

Gravement préoccupée par l'aggravation de la crise économique et sociale en Afrique et par ses sérieuses conséquences pour les populations et les économies du continent,

Ayant analysé attentivement la nature, les causes et les incidences de la crise sociale et économique actuelle ainsi que les mesures visant à y faire face, telles qu'elles figurent dans le Mémorandum spécial de la CEA sur la crise sociale et économique en Afrique,

Tenant compte des diverses activités et des différents programmes que les peuples et gouvernements africains exécutent déjà pour faire face à la crise,

1. Apprécie les efforts faits par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies pour sensibiliser la communauté internationale au sort des populations et à la situation économique du continent;

2. Prend acte avec satisfaction de la nomination du Secrétaire exécutif de la CEA, de M. Adebayo Adedeji, Représentant spécial du Secrétaire général chargé des questions relatives à la crise sociale et économique en Afrique et de la mise en place du bureau de Nairobi ainsi que du travail utile déjà accompli par ce bureau;

3. Exprime sa profonde gratitude au Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique pour avoir pris l'initiative d'élaborer le Mémorandum spécial de la CEA sur la crise sociale et économique en Afrique et le félicite de l'excellente qualité du document ainsi que de l'analyse et des propositions qui y figurent;

4. Accueille favorablement la décision prise par le Conseil des ministres de l'Organisation de l'unité africaine à sa quarantième session ordinaire sur la crise qui sévit actuellement en Afrique, décision dans laquelle ce Conseil priait la Conférence des ministres de la CEA d'examiner l'initiative du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et de faire des recommandations à ce sujet à sa quarante et unième session ordinaire et à la vingtième session de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine;

5. Reconnait que s'il incombe au premier chef aux gouvernements et aux peuples africains de faire face à la crise, l'ampleur et la gravité de cette dernière exigent, si l'on veut la juguler, que tous les membres de la communauté internationale, l'ONU, ses organes compétents et les institutions spécialisées des Nations Unies ainsi que les autres organismes compétents réagissent rapidement et de façon concrète et que l'environnement économique internationale subisse une transformation radicale;

6. Prie le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies de transmettre le Mémoire spécial sur la crise économique et sociale en Afrique et ses annexes au Conseil économique et social et fait appel au Conseil pour qu'il l'examine avec tout le sérieux qu'il mérite et prenne des mesures appropriées pour aider les Etats membres africains à conjurer la catastrophe imminente;

7. Prie en outre le Secrétaire général de l'OUA de transmettre le Mémoire spécial et ses annexes à la vingtième session de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine;

8. Fait énergiquement appel à l'ensemble des Etats membres africains pour qu'ils appuient sans réserve les efforts déployés par le Secrétaire général de l'ONU et participent, au niveau ministériel, à la seconde session ordinaire de 1984 du Conseil économique et social en vue de rallier tous les membres du Conseil autour du Mémoire spécial;

9. Demande à tous les membres de la communauté internationale, à l'ONU, à ses organes compétents, aux institutions spécialisées des Nations Unies ainsi qu'aux autres organismes compétents, de prendre d'urgence les mesures préconisées dans le Mémoire spécial de la CEA, et ce, afin d'aider les Etats membres africains à faire face efficacement à la crise actuelle.

41. (XIX). Appel spécial à la Conférence au sommet des sept principaux pays industrialisés devant se tenir à Londres en juin 1984

La Conférence des ministres,

Ayant examiné de nouveau la crise économique et sociale qui submerge virtuellement l'ensemble de l'Afrique et ses effets dramatiques sur la situation économique et sociale des peuples africains,

Gravement préoccupée par la détérioration des conditions économiques et sociales des pays africains engendrée par la sécheresse sans précédent qui touche aujourd'hui 34 pays africains et par les effets dévastateurs de la récession économique mondiale,

Reconnaissant que la responsabilité du développement de l'économie africaine incombe au premier chef aux gouvernements et peuples africains,

Reconnaissant en outre que l'ampleur et la complexité du problème font qu'il est difficile aux pays africains d'y faire face seuls et qu'elles requièrent donc de toute urgence une assistance massive de la communauté internationale,

Félicitant le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies de l'initiative qu'il a prise en vue d'appeler l'attention de la communauté internationale sur la grave crise qui dévaste l'économie des pays africains, et notant avec satisfaction la nomination du Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique, M. Adebayo Adedeji, Représentant spécial du Secrétaire général chargé des questions relatives à la crise économique que traverse l'Afrique ainsi que la création, à cette fin, d'un bureau temporaire à Nairobi,

1. Exprime sa profonde gratitude à ceux des bailleurs d'aide bilatérale et multilatérale qui ont réagi favorablement à l'initiative du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies à propos de la crise économique en Afrique;

2. Exprime en outre sa gratitude à ceux des membres de la communauté internationale qui ont pris des mesures spéciales en vue de réaliser l'objectif fixé aux réunions de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement d'affecter, au titre de l'aide publique au développement, 0,7 p. 100 de leur produit national brut aux pays en développement et 0,15 p. 100 aux pays les moins avancés, parmi lesquels les PMA africains sont les plus nombreux;

3. Lance un appel pressant à tous les chefs d'Etat et de gouvernement prenant part à la Conférence au sommet des sept principaux pays industrialisés devant se tenir à Londres en juin 1984 afin qu'ils viennent en aide aux pays africains en mobilisant massivement des ressources pour faire face à la crise économique et sociale que traverse l'Afrique;

4. Prie le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies de transmettre la présente résolution à la Conférence au sommet des sept principaux pays industrialisés devant se tenir à Londres en juin 1984.